

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le statut des agréés près les tribunaux de commerce

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 12 décembre 1942 à 14 heures

PAR

Louise LUTERAAN

JURY

Président : M. ESMEIN, professeur.

Suffragants : { M. HAMEL, professeur.
 { M. AMIAUD, professeur.

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551816_0082

Le statut des agréés près les tribunaux
de commerce

Le statut des agréés près les tribunaux de commerce

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 12 décembre 1942 à 14 heures

PAR

Louise LUTERAAN

JURY

Président : M. ESMEIN, professeur.

Suffragants : { M. HAMEL, professeur.
 { M. AMIAUD, professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1942

Le statut des agri-
culteurs

par les

tribunaux de commerce

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

La loi du 8 décembre 1941 (1), en donnant aux mandataires agréés près les tribunaux de commerce le statut et l'organisation légale qu'ils cherchaient à obtenir depuis plus d'un siècle, est venue renouveler le problème de la représentation devant les tribunaux de commerce, problème qui fut presque toujours résolu différemment par le législateur et par la pratique.

Sans doute, le nouveau texte s'intègre-t-il dans l'ensemble de la législation actuelle sur l'organisation des professions et, en particulier, des professions judiciaires : loi du 16 juin 1941 réorganisant les chambres de notaires (2), loi du 26 juin 1941 sur la profession d'avocat (3), loi du 5 mars 1942 relative aux institutions de discipline et de représentation professionnelle des avoués (4), loi du 20 mai 1942 relative à l'organisation professionnelle des huissiers (5), loi du 1^{er} juillet 1942 portant statut des commissaires-priseurs (6), mais il présente cette caractéristique de définir et de réglementer pour la première fois la profession d'agréé.

Ce n'est pas dire que la profession d'agréé soit nou-

(1) *J. O.* du 24 décembre 1941.

(2) *G. P.* 1941.2.610.

(3) *G. P.* 1941.2.626.

(4) *J. O.* du 20 mars 1942.

(5) *J. O.* du 13 juin 1942.

(6) *J. O.*

velle. Elle est au contraire fort ancienne, puisqu'elle n'a pas moins de trois siècles, et s'est développée régulièrement en dehors de la loi. C'est donc sous un angle purement historique qu'il convient tout d'abord d'envisager le sujet, car l'histoire nous mène ici jusqu'en 1941. Ce sera l'objet de la première partie.

Mais l'absence de statut légal n'avait pas empêché les agréés, et notamment les agréés près le tribunal de commerce de la Seine, de constituer, avant 1941, une corporation peu nombreuse mais fortement organisée et obéissant à des règles professionnelles et disciplinaires nettement définies. Il sera donc nécessaire, dans la seconde partie, consacrée au droit actuel, de tenir compte à la fois de la loi du 8 décembre 1941 et des règlements ou arrêtés du tribunal de commerce et de la chambre de discipline des agréés.

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

L'existence de défenseurs chargés de représenter les parties devant les juges des marchands est presque aussi ancienne que la juridiction consulaire elle-même.

Le trait caractéristique de cette institution est d'être en contradiction formelle avec la volonté du législateur telle qu'elle résulte clairement de l'édit de novembre 1563, origine de la juridiction commerciale sous sa forme moderne, et de présenter cependant un développement continu et régulier.

L'édit de novembre 1563 impose, en effet, aux parties la comparution personnelle dans son article 4 : « Et pour couper chemin à toute longueur, et ôter l'occasion de fuir et plaider, voulons et ordonnons que tous adjournements soient libellez et qu'ils contiennent demande certaine, et seront tenues les parties comparoir en personne à la première assignation pour estre ouïes par leur bouche s'ils n'ont légitime excuse de maladie ou d'absence, esquels cas enverront par écrit leur réponse signée de leur propre main ; audit cas de maladie, enverront la réponse signée de l'un de leurs parens, voisins ou amis, ayant de ce charge et procuration spéciale, dont il fera apparoir à ladite assignation, le tout sans aucun ministère d'avocat ou procureur (1). »

(1) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XIV, p. 155.

La comparution obligatoire fût à nouveau affirmée, en termes presque identiques, par l'ordonnance civile d'avril 1667 (1) et, en mars 1673, par l'ordonnance du commerce (2).

Cependant, dès la seconde moitié du xvii^e siècle, la pratique démentait déjà les termes de la loi puisqu'on peut lire dans le commentaire de Jousse sur l'ordonnance de 1667 la note suivante sous l'article 2 du titre XVI qui interdit l'emploi de défenseurs :

«... sans ministère d'avocat ni de procureur. »

« Parce que l'expédition des affaires consulaires doit être prompte et que souvent le ministère de ceux qui sont employés à la défense des parties en retarde l'expédition. C'est pour cela que dans les juridictions consulaires, il n'y a point de procureur en titre d'office. Cependant, l'usage dans la plupart de ces juridictions est de se servir de personnes qui en font les fonctions et qui sont préposées pour défendre et plaider les causes des parties qui veulent se servir de leur ministère. Ces personnes sont choisies par les juges-consuls. »

L'emploi de défenseurs officieux ne fait donc plus de doute à cette époque. Deux questions se posent alors :

1^o Pour quels motifs le principe de la comparution personnelle a-t-il été affirmé en 1563 ?

2^o Sous l'empire de quelles considérations pratiques cette disposition a-t-elle échoué ?

Il y aura lieu d'étudier ensuite le développement de la compagnie des défenseurs agréés jusqu'à la Révolution. Ces trois questions formeront l'objet du premier chapitre de cet historique.

(1) Isambert, t. XVIII, p. 128.

(2) *Id.*, t. XIX, p. 106.

Un second chapitre étudiera le sort fait aux agréés pendant la Révolution, les discussions qui s'élevèrent à leur sujet au moment de la rédaction des codes de commerce et de procédure civile et la solution qui fut adoptée.

Le chapitre III sera consacré à l'histoire des agréés depuis la rédaction des codes jusqu'à la loi du 8 décembre 1941.

CHAPITRE PREMIER

Les agréés, depuis l'édit de novembre 1563 jusqu'à la Révolution.

§ 1. — L'ÉDIT DE 1563.

L'édit de novembre 1563 est le second essai que le chancelier de l'Hôpital ait tenté pour soustraire les procès commerciaux à la connaissance des juridictions de droit commun. Dès le mois d'août 1560, en effet, il avait institué pour les différends entre marchands pour fait de leur commerce une sorte d'arbitrage forcé (1). L'édit prévoyait que « doresnavant nuls marchans ne pourront tirer par procez les uns les autres, pour fait de marchandise, par devant nos juges ou autres, ains seront contraints eslire et s'accorder de trois personages, ou plus grand nombre, en nombre impair, si le cas le requiert, marchands ou d'autre qualité, et se rapporter à eux de leurs différens et ce qui sera par eux jugé et arbitré

(1) Isambert, t. XIV, p. 51.

tiendra comme transaction, ou jugement souverain, sans qu'il soit possible contrevenir à icelle par approximation ou appellation, ou autrement ; et seront tenus nos juges, à la requête des parties, mettre ou faire mettre à exécution sommairement et de plain sans figure de procez, comme s'ils estaient donnez par eux. »

Ce système échoua complètement ; il était sans doute prématuré et lésait trop d'intérêts (1). Le chancelier de l'Hôpital persévéra néanmoins dans sa volonté de soumettre les procès commerciaux à un régime spécial, et ce fut l'origine de l'édit de novembre 1563 créant la juridiction consulaire de Paris, véritable tribunal composé de marchands élus, jugeant suivant une procédure simplifiée et s'inspirant plus de l'équité et des usages que des textes. Le préambule de l'édit indique d'ailleurs clairement le but de la nouvelle juridiction. Le roi, dit-il, a été amené à intervenir « sur la requête et remontrance... de la part des marchands de Paris, et pour le bien public et abréviation de tous procès et différens entre marchands qui doivent négocier ensemble de bonne foy, sans estre adstraînts aux subtilitez des lois et ordonnances » (2).

L'idée de pallier aux inconvénients d'une procédure tracassière et coûteuse par l'institution d'une juridiction commerciale distincte des juridictions de droit commun, pour se manifester sous sa forme définitive en 1563, n'est cependant pas nouvelle.

Au XIII^e siècle, le « Parloir aux Bourgeois », juridiction corporative et communale, ne comprenait sans doute pas dans ses attributions que des procès commerciaux, mais

(1) Morel, *Les juridictions commerciales au Moyen Age*, p. 195.

(2) Isambert, t. XIV, p. 153.

c'était déjà un tribunal composé de marchands et jugeant des marchands (1).

Les grands mouvements commerciaux du Moyen Age, les foires de Champagne et de Brie, donnèrent lieu à la création de véritables tribunaux de foire. Les « gardes des foires » semblent avoir eu des fonctions extrêmement étendues dont les principales étaient la police et la justice. La procédure était sommaire, l'exécution immédiate et rigoureuse (2).

Précédant encore la juridiction consulaire, il faut citer la « Conservation » de Lyon, dont l'origine ne paraît pas être antérieure à 1562 (Lettres portant établissement de quatre foires annuelles en la ville de Lyon) (3). Primitivement, le sénéchal de Lyon, en sa qualité de garde des foires, était juge de commerce ; en pratique, il ne jugeait jamais lui-même mais abandonnait l'essentiel de ses fonctions à un lieutenant qui bientôt d'ailleurs supplanta son maître. A partir du xvi^e siècle, la municipalité de Lyon chercha, avec des fortunes diverses, à concurrencer l'influence de la royauté, jusqu'en 1655, date à laquelle un édit réunissant la Conservation au Consulat, réorganisa le tribunal, dont le prévôt des marchands et les quatre échevins étaient membres de droit (4).

Une même idée est à la base de toutes ces tentatives : les litiges commerciaux requièrent une solution rapide et une exécution simple, sous peine de voir l'activité économique en partie paralysée par des procès longs et coûteux et de permettre à des plaideurs de mauvaise foi de

(1) Morel, *op. cit.*, p. 144 et s.

(2) Morel, *op. cit.*, p. 159.

(3) Isambert, t. X, p. 451.

(4) Vaesen, *La juridiction commerciale à Lyon sous l'Ancien Régime*.

différer l'exécution de leurs engagements par l'emploi abusif d'une procédure subtile.

Il était donc logique qu'en instituant les tribunaux consulaires le chancelier de l'Hôpital interdit l'emploi de défenseurs qui n'auraient pas manqué, pensait-il, d'introduire avec eux tous les abus et les lenteurs chicanières des autres juridictions. La comparution personnelle des marchands exposant avec simplicité leurs griefs devant leurs pairs était donc dans la ligne de l'institution et ne paraissait présenter que des avantages.

Ce fut cependant cette disposition qui faillit faire échouer complètement l'œuvre de l'Hôpital.

§ 2. DE LA COMPARUTION PERSONNELLE A LA REPRÉSENTATION.

Lutte des juges-consuls pour le respect de l'édit. Leurs concessions. Les « pauvres marchands ». Naissance de l'institution des agréés.

Si la comparution personnelle avait été imposée aux plaideurs par l'édit de 1563, la pratique s'aperçut bien vite que l'interdiction absolue d'employer des défenseurs présentait de graves inconvénients.

Ils résultaient tout d'abord de l'inégalité naturelle des plaideurs, l'un sachant exposer avec habileté et précision sa demande, faire valoir ses arguments, discuter avec vigueur le point de vue de son adversaire, un autre, au contraire, mêlant les questions, importunant un juge déjà surchargé de travail par des digressions continuelles. Ces qualités et ces défauts ont toujours exercé une influence importante sur la décision finale en dehors de la valeur même du point de vue soutenu.

L'obligation d'aller en personne au tribunal et d'y exposer leur affaire présentait en outre, pour les marchands, au milieu de leur activité professionnelle, une gêne certaine.

Ces inconvénients se manifestèrent assez rapidement, mais aucun document ne permet de préciser une date. Les marchands montrèrent peu d'empressement à se présenter devant la juridiction consulaire et les défauts furent très nombreux. Quoique l'édit ne l'eût pas autorisé, les juges-consuls durent introduire l'usage des réassignés ou itératifs commandements. Le greffier les rédigeait et les faisait porter par ses clerks (1).

Les justiciables employèrent différents procédés pour tourner le principe posé par l'édit et se soustraire ainsi à l'obligation de la comparution personnelle.

Ils cherchèrent à se faire représenter par les greffiers près le tribunal consulaire. Les magistrats réagirent par un règlement du 3 juillet 1617 qui rappelle les prescriptions de l'édit et interdit en particulier au greffier et à ses clerks « de se rendre conseils, sollicitateurs, ni de faire aucun avertissement, remontrance, ni aucune écriture pour quelque partie que ce soit... ni leur communiquer aucune chose qui doivent être tenues secrètes » (2).

Mais le désir d'un intermédiaire au courant des questions de droit était si fort qu'il l'emporta sur l'avantage donné aux marchands d'une procédure prompte et peu onéreuse : les justiciables désertèrent la juridiction consulaire qui n'admettait pas les procureurs et allèrent porter

(1) Guibert, *Recueil des règlements de la compagnie des agréés au tribunal de commerce de la Seine*, 1^{re} partie, p. 10.

(2) *Id.*, I, p. 14.

leurs litiges devant la juridiction ordinaire où la représentation était possible.

Les juges ordinaires acceptèrent d'autant plus volontiers de juger ces nouvelles causes que la venue volontaire de nouveaux justiciables renforçait leurs prétentions à l'élargissement de leurs pouvoirs de juridiction (1). La rivalité qui existait alors entre les corps judiciaires s'en trouva accrue. Les juges-consuls durent protester vigoureusement pour faire respecter les limites de leur compétence.

Dès 1565, c'est-à-dire deux ans à peine après la création de la juridiction consulaire, le chancelier de L'Hôpital avait dû, par une déclaration, interpréter l'édit de 1563. Il s'y plaignait notamment « que les juges ordinaires... et autres juges, ont par divers moyens empêché, et chacun jour empêchent le cours de ladite juridiction, sous couleur que le pouvoir attribué ausdits juges et consuls n'est si amplement et particulièrement déclaré par ledit édit, qu'il est requis ; et le contenu en icelui est par eux respectivement interprété et restreint à leur avantage » (2).

En 1611, le conseil du roi, sur la demande des juges-consuls, devait de nouveau préciser la délimitation des compétences respectives des juges ordinaires et des juges-consuls et reconnaître le droit exclusif de ces derniers de connaître des différends entre marchands (3).

Enfin, dans une ordonnance rendue par eux le 27 février 1612, les juges-consuls se plaignent qu'en contra-

(1) Genevois, *Histoire critique de la juridiction consulaire*, p. 80.

(2) « Déclaration sur la juridiction consulaire établie par un édit précédent », 28 avril 1655, Isambert, t. XIV, p. 179.

(3) Nouguié, *Des tribunaux de commerce*, t. I, p. 24 et s. ; Glasson, « Les juges et consuls des marchands », *Revue hist. de dr. fr. et étr.*, p. 10.

vention de l'édit la plus grande partie des marchands font assigner leurs débiteurs pour fait de marchandise devant d'autres juges ; ils interdisent désormais cette pratique sous peine de dommages-intérêts et menacent d'une peine de 50 livres d'amende les huissiers qui auraient mis à exécution les sentences des juges ordinaires rendues entre marchands (1).

Cette ordonnance atteste les efforts que faisaient les justiciables pour se soustraire à l'obligation de la comparution personnelle, mais la fermeté des juges-consuls s'explique par la crainte qu'en cédant sur ce point ils ne soient rapidement débordés et tenus de céder à des pressions plus puissantes à un moment où leur juridiction était attaquée de toutes parts.

C'est dans ces conditions que les juges-consuls eurent recours au Parlement qui, le 8 juillet 1613, rendit un arrêt rappelant le texte de l'édit de 1563 et interdisant de manière impérative et sous peine d'amende toute tentative de représentation devant les tribunaux consulaires (2).

Le 5 février 1619, c'est le Parlement lui-même qui prit l'initiative de rappeler aux juges-consuls l'interdiction qui leur était faite d'admettre des procureurs. Ces derniers devaient en effet chercher à s'introduire en se présentant comme parent, ami ou voisin de la partie qu'ils étaient chargés de défendre. Souvent même ils employaient des moyens moins pacifiques et n'hésitaient pas à recourir à la force (3). Enfin une dernière tentative fut faite en 1620

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 17.

(2) Denière, *La juridiction consulaire de Paris*, p. 108.

(3) Guibert (I, p. 19 et 20) rapporte notamment les incidents qui furent provoqués par un nommé De Laplace, procureur au Châtelet, lequel fut finalement expulsé du tribunal, et par un certain René

pour introduire dans la juridiction consulaire des procureurs en titre d'office. A cette époque, en effet, les difficultés financières amenèrent la royauté à user d'un procédé courant : la création d'offices et, en l'espèce, la création de nouvelles charges de procureurs dans toutes les juridictions. Mais les juges-consuls obtinrent, le 10 janvier 1630, un arrêt du conseil du roi qui les excepta de l'édit. Cependant, en 1658, et malgré cet arrêt, un sieur Icandol acheta du roi sept charges de procureurs près la juridiction consulaire de Paris. Il les revendit à sept personnes différentes qui prétendirent naturellement exercer leurs offices. Les juges-consuls s'y opposèrent et, le 31 décembre 1658, un arrêt du conseil d'État les exempta à nouveau et définitivement de l'édit de création des procureurs.

Le danger des procureurs en titre d'office était donc écarté, mais les justiciables ne montraient pas plus d'empressement pour cela à se présenter en personne devant leurs juges. Une ordonnance du 29 août 1650 indique à nouveau « que la plupart des marchands assignaient leurs débiteurs devant d'autres juges, et faisaient des frais considérables en violation de l'édit et au grand détriment du commerce » (1).

Les juges-consuls se trouvaient donc pris entre deux forces contraires qui menaçaient également leur juridiction. Refuser d'admettre toute représentation c'était risquer de voir désertier leur tribunal, mais autoriser des intermédiaires, c'était permettre l'introduction de procu-

Montyer, procureur en la cour, en 1626, qui « avait commis de grandes violences et proféré plusieurs paroles injurieuses contre les juges et consuls ».

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 22.

reurs étrangers à leur juridiction et qui en transformeraient rapidement le caractère.

D'autre part, il est certain que la présence simultanée d'un grand nombre de parties ignorant les usages et les règles du tribunal devait provoquer des désordres continuels et présenter une gêne véritable pour le cours matériel de la justice. Il fallait un moyen terme : la solution vint de la pratique elle-même.

Ce que les juges-consuls redoutaient surtout en effet c'était de voir s'installer de véritables procureurs, mais leur attitude semble avoir été dès cette époque de moins en moins intransigeante vis-à-vis d'autres conseils ou défenseurs, généralement des marchands peu fortunés mais très au courant des usages du commerce, et qui voyaient dans les conseils et la représentation des parties un moyen d'accroître leurs revenus. Il ne s'agissait plus d'hommes de loi professionnels mais de confrères expérimentés et en fermant les yeux sur cette pratique, illégale sans doute mais peu dangereuse, les magistrats consulaires espéraient voir s'atténuer la répulsion des justiciables pour leur tribunal, sans risquer de voir réapparaître les procureurs si redoutés.

Il est impossible de dire avec précision à quelle époque se place l'apparition de ces « pauvres marchands » qui devaient devenir les agréés. Leur existence est indiquée pour la première fois dans une délibération des juges-consuls en date du 4 mars 1659. Mais il ressort des termes de ce document qu'il s'agit d'un usage bien plus ancien :

« En l'assemblée des anciens juges et consuls, sur ce qu'il a été proposé, *qu'autrefois*, il aurait été souffert en cette juridiction quelques particuliers pauvres marchands, au nombre de six, pour soulager les justiciables destitués

de conseils, et les instruire en ce qu'ils pourraient avoir à faire, dans cette juridiction ; que depuis, il en aurait encore été souffert quelques-uns qui composent à présent le nombre de neuf et que journellement il s'en présentait pour faire les mêmes fonctions, que si on en souffrait un plus grand nombre, il serait à craindre que cela ne fût préjudiciable ; la compagnie (les anciens juges et consuls) est d'avis : que lesdits particuliers qui composent le nombre de neuf, seront soufferts et diminueront tant qu'il plaira à Messieurs. Et pour ces raisons qui nous ont été représentées, a été avisé que dès à présent, ni à l'avenir, ne sera souffert aucuns particuliers autres que les neuf qui sont à présent ; et en cas de mort ou de retraite de l'un d'eux, seront réduits au nombre de six, sans qu'il puisse en être souffert un plus grand nombre pour quelque cause et occasion que ce puisse être, sans l'avis de MM. les juges et consuls en charge et de MM. les anciens juges et consuls qui seront pour cet effet convoqués et assemblés (1). »

On ne peut déterminer quel était au début le rôle exact de ces premiers défenseurs : étaient-ils de simples conseils ou représentaient-ils également les parties à l'audience ? Toutefois, un résultat (2) du 16 octobre 1661 indique par l'emploi du mot « postulation » que les « pauvres marchands » se chargeaient certainement à cette date de la défense orale.

On peut donc dire qu'au milieu du XVII^e siècle et sans doute avant l'obligation de comparaître personnellement n'est plus respectée. Les juges-consuls ont cependant maintenu

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 25.

(2) On appelait ainsi les décisions d'une assemblée délibérante.

l'essentiel de leurs positions tout en admettant un petit nombre de défenseurs nommés et contrôlés par eux seuls. Ce sont les premiers agréés, bien que ce nom ne leur ait été donné que plus tard (1).

Jusqu'à la Révolution, ils vont s'organiser progressivement en une compagnie distincte mais toujours dans la dépendance du tribunal consulaire.

§ 3. — DÉVELOPPEMENT ET ORGANISATION DES AGRÉÉS.

Leur nombre. — Le droit de transmission par succession et à titre onéreux. — Le surnumérariat.

Dès que l'existence de défenseurs officieux près les tribunaux consulaires eut pris quelque apparence de stabilité et de durée, la personnalité même de ces défenseurs devait forcément se transformer. De plus, le commerce prit à cette époque une importance croissante et si, dans la plupart des cas, en 1620, les intérêts en litige dans les procès ne dépassaient pas 60 sols (2), il n'en était plus de même dans la seconde moitié du xvii^e siècle et au xviii^e siècle. L'activité du tribunal consulaire, et par conséquent de ses défenseurs agréés, s'en trouva accrue.

Les défenseurs devant le tribunal consulaire ne sont donc plus de « pauvres marchands » aidant occasionnel-

(1) Pendant la plus grande partie de l'Ancien Régime, on les appelait indifféremment postulants, défenseurs, avoués, procureurs, agréés. Ce n'est qu'à partir d'une délibération du 28 décembre 1747 que le terme d'agréé a prévalu.

(2) Ceci résulte d'une déclaration royale de mai 1620 qui décharge le greffe des juges-consuls d'un droit imposé par l'édit de février 1620 sur toutes les juridictions, pour cette raison que les deux tiers des causes portées devant les juges-consuls n'excèdent pas la valeur de 60 sols.

lement leurs confrères, mais un petit groupe de personnes connaissant parfaitement la pratique et la procédure commerciales et aussi désormais les textes législatifs et faisant uniquement profession de représenter les parties qui le désiraient devant les juges-consuls.

La profession devait sans doute être recherchée et assez lucrative, mais elle ne pouvait le demeurer qu'à condition que le nombre de ces défenseurs restât limité.

C'est aussi à cette condition que le tribunal pouvait exercer utilement son contrôle sur leurs agissements. Les juges-consuls le comprirent et surent résister pendant longtemps aux sollicitations souvent très puissantes qui avaient pour but de leur faire admettre un candidat supplémentaire. C'est ainsi par exemple, qu'en 1685, ils refusèrent un candidat présenté par l'avocat général de Lamoignon (1). Le nombre, fixé à six, fut cependant, à diverses reprises, modifié par les juges-consuls dans le but de faire droit ainsi à de légitimes intérêts ou de récompenser des services rendus.

Ils commencèrent tout d'abord par admettre des sortes de surnuméraires, auxquels ils promettaient la prochaine place d'agrée vacante. Le premier exemple que nous en ayons nous est fourni par une délibération du 5 novembre 1703 en faveur d'un certain Taurlot, clerk d'huissier audiencier. Il est prévu, dans cette délibération, que Taurlot ne pourra exercer que lorsqu'une place de postulant sera devenue libre (2). Il semble donc qu'une pareille faveur ne pouvait accroître le nombre des agrées. Mais cette délibération stipulait « que Taurlot ne pourrait « prétendre

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 31.

(2) *Id.*, p. 35.

de succéder à ceux des postulants, aux enfants desquels la survivance a été accordée par nous ou nos prédécesseurs ».

Dans ces conditions, les vacances pouvaient se faire longtemps attendre car un autre droit apparaissait, celui de transmission par succession. Aussi les juges-consuls étaient-ils souvent amenés à permettre aux candidats surnuméraires de postuler avant une vacance.

C'est ainsi qu'en 1716 il y avait 10 agréés. Les juges-consuls cherchèrent alors à réduire le nombre de leurs postulants ; par une délibération du 30 décembre 1723 ils décidèrent de ne plus en admettre que huit, et pour cela de laisser sans remplaçants les deux premières places vacantes (1). Cette décision ne fut pas mieux observée que les précédentes, car la charge d'agréé était considérée comme un élément important du patrimoine de son titulaire qui avait fini par avoir sur elle un véritable droit de propriété. On ne pouvait donc, sans léser de légitimes intérêts, supprimer quelques-unes de ces charges. Ces faits expliquent que le nombre des postulants fut modifié à plusieurs reprises et, à la veille de la Révolution, on comptait onze agréés.

Leur situation s'était d'ailleurs progressivement affermie. La reconnaissance du droit de transmission par succession, puis de transmission directe et à titre onéreux en est la meilleure illustration. Le premier exemple nous en est donné dans une délibération du 15 octobre 1703 qui autorise le fils d'un agréé, Jean Devienne, à exercer les fonctions de son père, vieux et malade (2). En 1716, c'est la veuve d'un agréé qui obtient

(1) Guibert, *op. cit.* I, p. 39.

(2) *Id.*, p. 34.

pour son nouvel époux le titre de son premier mari. A partir de cette époque, les délibérations admettant un fils à succéder à son père, un gendre à son beau-père, deviennent de plus en plus nombreuses. C'était la conséquence nécessaire de la stabilité acquise désormais par les fonctions d'agréé et de la limitation de leur nombre.

Sous l'ancien régime, il est certain que les agréés ont joui d'un quasi-monopole de la défense devant les tribunaux de commerce. En pratique, les parties comparaissaient en personne ou se faisaient représenter par un agréé. Ce n'est que pendant la Révolution que l'on vit apparaître d'autres mandataires. Il était naturel dans ces conditions que la charge d'agréé fût considérée peu à peu comme un élément du patrimoine de son titulaire et que celui-ci eût sur elle un droit voisin du droit de propriété.

Après avoir admis la transmission par succession, le tribunal consulaire devait, presque inévitablement, autoriser la transmission directe et à titre onéreux. Permettre la transmission successorale, c'était déjà reconnaître la patrimonialité de la charge ; la vénalité devait s'ensuivre avec d'autant plus de facilité qu'elle était courante à l'époque. La logique de l'institution voulait donc que les agréés qui n'avaient pas d'enfants ou dont les enfants ne pouvaient exercer les fonctions d'agréé pussent transmettre leurs charges à des tiers, le tribunal étant toujours à même de contrôler la valeur des candidats, qui étaient souvent recommandés par un ancien magistrat.

Une délibération du 11 août 1737 nous donne le premier exemple de transmission directe : « Aujourd'hui, sur la démission volontaire qu'Etienne Baudoin nous a faite de sa place de postulant, et sur la présentation qui nous a été faite de Henri Boullé par sire Bertels, ancien juge-

consul, lequel nous a assuré de sa probité, nous avons reçu ledit sieur Boullé et admis à porter la parole à notre audience pour nos justiciables après avoir prêté le serment de remplir ses fonctions avec probité et exactitude (1). »

En 1741, la veuve d'un agréé fut admise à présenter un successeur et, en attendant qu'elle l'eût trouvé, d'en faire exercer les fonctions par un intérimaire.

A partir de cette époque, le droit de transmission par succession ou à titre onéreux ne présente plus de difficultés et une délibération du 17 juillet 1771 consacre officiellement la transmission successorale :

« Considérant qu'il ne peut qu'être utile au public de choisir pour les places d'agréés, de préférence à toutes autres personnes, des jeunes gens formés sous nos yeux et instruits de bonne heure des maximes et des usages de la juridiction ; voulant aussi donner à nos agréés une nouvelle preuve de la satisfaction que nous avons de l'exactitude dans leurs fonctions, les récompenser dans la personne de leurs fils, et assurer au public des sujets qui, formés à leur exemple, puissent servir nos justiciables avec le même zèle et la même exactitude.

« Avons arrêté qu'à l'avenir, dans le cas où quelque place d'agréé viendrait à vaquer par la mort de ceux actuellement existants ou autrement, le choix en sera fait de préférence parmi les fils desdits agréés qui se trouveront instruits de la jurisprudence et de la pratique consulaire, et qui auront fait connaître leur bonne conduite et leur amour pour le travail de manière, qu'à mérite égal, ils seront toujours préférés aux personnes étrangères à notre juridiction (2). »

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 42.

(2) *Id.* I, p. 56.

A la veille de la Révolution, il ne fait plus de doute que la charge d'agréé fait partie du patrimoine de son titulaire, avec cependant cette réserve essentielle que le tribunal contrôle la valeur du candidat, tant au point de vue de sa capacité professionnelle qu'à celui de sa valeur morale. En effet, non seulement le tribunal a conservé l'autorité qu'il avait eue dès le début, mais encore il a, par des délibérations successives, précisé les règles disciplinaires qui devaient s'appliquer à la nouvelle compagnie.

§ 4. — LE RÔLE DU TRIBUNAL.

Son autorité disciplinaire. Le serment. Organisation des agréés.

Création de la coutume, la compagnie des agréés n'a vu son statut se préciser qu'au cours des siècles. Il est certain que lorsque les juges-consuls commencèrent à tolérer les « pauvres marchands », aucune règle précise ne pouvait s'appliquer à ces premiers défenseurs. Mais lorsque l'institution prit corps et que la défense devant les tribunaux consulaires fut réservée pratiquement à un petit nombre de personnes, la nécessité d'une organisation plus précise dut se faire sentir. Cette réglementation progressive ne pouvait émaner que des juges-consuls avec la collaboration de ce qui devait devenir peu à peu la compagnie des agréés.

Mais aucun document ne permet de déceler au début du XVIII^e siècle l'existence d'une telle organisation. Le serment n'était pas exigé et il n'existait encore aucune incompatibilité entre les fonctions d'agréé et d'autres fonctions.

Une première incompatibilité fut créée par une délibération du 16 décembre 1733 entre les fonctions d'employé du greffe et celles de postulant, et une délibération de 1737 (1) impose le serment aux nouveaux agréés dans le but, semble-t-il, de prévenir les écarts de probité dont ils s'étaient quelquefois rendus coupables. Le serment était prêté en présence des juges-consuls et l'agréé apposait sa signature sur le registre des délibérations.

L'autorité disciplinaire du tribunal s'exerça sans doute assez tôt puisque le contrôle qu'ils pouvaient exercer sur leurs agréés avait seul fait admettre aux juges-consuls l'emploi de ces défenseurs. Mais le premier exemple dont fasse état le registre des délibérations ne remonte qu'au 17 décembre 1757. A cette date, deux agréés s'étant querellés comparurent devant les juges-consuls, assistés du doyen de la compagnie, dont l'intervention eut d'ailleurs pour effet de déterminer le plaignant à retirer sa plainte.

Si les postulants avaient obtenu le droit de présenter leurs successeurs à l'agrément du tribunal, celui-ci se réservait cependant le droit de destituer ceux des agréés dont la conduite ne justifiait plus la confiance du tribunal. C'est ainsi que le 22 juillet 1735, les magistrats prononcèrent la destitution d'un défenseur « pour raisons à eux connues ». En 1737, le tribunal interdit à François Borderies, convaincu de prévarication, de porter désormais la parole devant lui (2). En 1784, nouvel exemple de destitution. A la suite de ces sanctions le tribunal estimait s'il y avait lieu ou non à pourvoir au remplacement de l'agréé destitué.

(1) Guibert, *op. cit.*, I, p. 61.

(2) *Id.*, I, p. 61.

Mais le tribunal consulaire ne se borna pas à affirmer son autorité sur les fonctions mêmes d'agrée. Trois règlements datés de 1767, 1770 et 1771 vinrent préciser la discipline intérieure du tribunal et notamment les règles que devaient suivre les agrées pour l'expédition des affaires. Ils témoignent de l'autorité réelle qu'avaient les juges-consuls sur leurs agrées et de la minutie des règles auxquelles ceux-ci devaient obéir.

Les agrées paraissaient à l'audience accompagnés de leurs clients ou avec les mémoires et les pouvoirs donnés par ceux qui avaient une cause légitime d'empêchement. De chaque côté du barreau des bancs leur étaient réservés. Leurs clercs recevaient les causes des parties et les inscrivaient sur un registre.

Pour les affaires qui exigeaient un examen approfondi ou devaient entraîner de longues discussions, les agrées demandaient le renvoi à la chambre du conseil. A huit heures on publiait le rôle des affaires et les agrées étaient appelés nommément. L'agrée présentait sa défense orale et, s'il se laissait aller à insulter les parties, il était condamné à une amende de six livres. Le règlement leur interdisait expressément d'interpeller les juges.

Lorsque le jugement était prononcé, ils devaient faire retirer leurs clients, mais il leur était permis, s'ils le jugeaient nécessaire, de présenter aux juges des réflexions après l'audience.

Malgré cette organisation de la représentation, les parties étaient autorisées à demander dans tous les cas la comparution personnelle de leurs adversaires et le tribunal l'ordonnait toujours, sauf le cas d'empêchement légitime.

A la veille de la Révolution, les agrées, seuls défenseurs

admis à titre permanent par les juges-consuls, constituaient donc une petite corporation parfaitement organisée et dont l'existence n'est plus contestée, et le droit de défense devant les tribunaux consulaires se présentait ainsi :

Obligation de la comparution et de la défense personnelles en vertu de l'édit de 1563 et des ordonnances d'avril 1667 et de mars 1673 ; en contravention de ces textes, tolérance d'une dizaine de défenseurs officieux, organisés en compagnie, sous l'autorité et le contrôle du tribunal consulaire.

Jusqu'alors l'institution des agréés est purement coutumière et n'a aucune base légale. La Révolution va amener un bouleversement complet des institutions judiciaires. Le sort fait aux agréés dépendra en grande partie de celui du tribunal consulaire lui-même. Mais après le bouleversement révolutionnaire, la rédaction des codes posera la question du statut à donner aux divers organismes judiciaires et les rédacteurs se trouveront en particulier en face du problème du droit de défense devant les tribunaux de commerce.

CHAPITRE II

La Révolution et la rédaction des codes.

§ 1. — LES AGRÉÉS PENDANT LA RÉVOLUTION.

Le tribunal consulaire était basé, en 1789, sur le principe qui devait être le principe révolutionnaire fondamental en matière de réformes judiciaires, le principe électif. C'est à cette particularité qu'il dût de traverser ces années dangereuses sans trop de tribulations.

Par décret des 16-24 août 1790, 27 janvier-4 février 1791, le consulat devint tribunal de commerce. Il continua comme par le passé à rendre la justice suivant les mêmes formes, avec les mêmes règlements et, bien entendu, assisté des mêmes agréés.

Ceux-ci éprouvèrent quelques difficultés à se procurer les certificats de civisme nécessaires pour pouvoir porter la parole devant les tribunaux (1). Ces retards n'eurent pas de conséquences fâcheuses grâce à la tolérance du tribunal. L'histoire des agréés durant cette période se marque uniquement par quelques observations ou dénonciations adressées aux juges et concernant divers abus dont ils se seraient rendus coupables : appel de leurs causes avant celles des autres défenseurs, places occupées

(1) Le décret du 3 brumaire an II avait en effet supprimé la profession de représentant judiciaire et autorisé seulement les parties à se faire représenter par des fondés de pouvoir munis, pour toute garantie, d'un certificat de civisme.

par eux dans le barreau, placement privilégié de leurs affaires...

Les réponses faites par le tribunal de commerce sont remarquables de fermeté et de vigueur et ces explications suffirent généralement au ministre (1).

L'ordre revenu, le tribunal de commerce élaborà, le 26 brumaire an IX, un nouveau règlement concernant les agréés. Il prescrivait au doyen des agréés de tenir une liste de ses collègues par ordre d'ancienneté. Un ordre précis y était prévu pour les plaidoiries suivant qu'elles émanaient des agréés ou d'autres défenseurs (2).

Il y avait à cette époque dix-neuf agréés. On ne peut déterminer à la suite de quelles circonstances leur nombre avait augmenté. Pendant la Révolution d'ailleurs, les transmissions des cabinets d'agréés s'étaient toujours opérées à titre onéreux. Le droit de propriété de l'agréé sur sa clientèle ne faisait donc plus de doute.

Lors de la rédaction des codes, la situation des agréés était donc purement coutumière bien que solidement établie. La question dut alors être envisagée dans son ensemble.

§ 2. — LA RÉDACTION DES CODES.

Le problème de la représentation devant les tribunaux de commerce et de l'admission des agréés fut étudié à deux reprises, au moment de la rédaction du code de procédure civile et lors de l'élaboration du code de commerce.

(1) Guibert, *Recueil des règlements*....., I, p. 70 ; Leclerc, *La juridiction consulaire de Paris pendant la Révolution*, p. 277.

(2) Guibert, *op. cit.*, I, p. 79.

I. — *Le Code de procédure civile.*

L'article 418 du projet de Code de procédure civile était ainsi rédigé : « Les parties seront tenues de comparaître en personne ou par le ministère de fondés de procuration spéciale, sans pouvoir se faire représenter par des défenseurs officieux. »

Certaines cours pensèrent que cette disposition avait pour but de supprimer les agréés. Tout en soulignant certains des inconvénients que pourrait présenter cette suppression, la cour d'Orléans en approuvait le principe en ces termes : « L'article est conforme aux vœux des anciennes lois et leur effet a été éludé ; si on n'a pas reconnu de défenseurs officieux, on a, par le fait, admis, sous le titre d'agréés ou habitués, une classe particulière de défenseurs, généralement connus comme procureurs aux consuls, qui, sans jamais avoir de procuration, sont les représentants habituels des plaideurs. Si c'est dans la vue de les écarter qu'a été rédigé l'article 418, il fallait expressément les y indiquer ; mais n'est-il pas des causes de nature à ne pouvoir être présentées par les parties elles-mêmes ? C'est à la sagesse du Conseil d'Etat qu'il est réservé de calculer les inconvénients de l'introduction de gens d'affaires devant les juges, auxquels les formes sont étrangères, et qui statuent sur des faits et des questions qui doivent leur être présentées avec la simplicité et la bonne foi qui sont l'âme du commerce (1). »

La cour de Caen faisait des réserves plus nettes et, tout en approuvant l'exclusion de ceux qui faisaient profession de représenter les parties devant les tribunaux de com-

(1) Locré, *Esprit du code de procédure civile*, t. II, p. 103.

merce, ajoutait : « Néanmoins, si on les écarte entièrement, à qui un homme domicilié à une grande distance du tribunal où il est assigné confiera-t-il sa procuration ? Souvent, il ne connaît personne dans le lieu où siège le tribunal. Il faut subvenir au public et en même temps éloigner les vampires qui le rongent sous prétexte de le servir. Nous pensons donc qu'il serait avantageux d'établir des avoués auprès des tribunaux de commerce et ne les admettre que sur présentation du tribunal, vérifiée et adoptée par la Cour d'appel dont le tribunal relève ; on aurait au moins dans ce cas une sorte de garantie (1). » Dans ce texte, comme le fait remarquer Locré, la cour de Caen emploie le mot avoué pour celui d'agréé.

Le terme de défenseurs officieux, employé par la commission, prêtait d'ailleurs à confusion. La plupart des cours rejetaient la disposition si elle avait pour but d'exclure les avocats, en faisant ressortir que la moralité et l'organisation de ces derniers constituait pour les plaideurs une sérieuse garantie et que l'importante fréquente des affaires commerciales n'en permettait souvent la discussion qu'à des talents supérieurs (2).

La section de législation du Conseil d'Etat présenta la rédaction proposée par la commission. Elle fut discutée dans la séance du 23 floréal an XIII, dont voici le procès-verbal :

« L'article 418 est discuté.

« Le grand juge, ministre de la justice, demande si du moins les parties ne pourraient se faire défendre.

« M. Treilhard dit qu'on a considéré cette faculté comme

(1) Locré, *op. cit.*, p. 104.

(2) *Id.*, p. 110.

abusive : les avocats jettent de l'embarras dans l'esprit des juges de commerce. Le grand juge, ministre de la justice, répond que cependant il se présente aux tribunaux de commerce des affaires assez difficiles, et assez importantes pour ne pouvoir être bien défendues que par des jurisconsultes exercés.

« M. Siméon ajoute que cette nécessité est devenue encore plus impérieuse depuis que les tribunaux de commerce jugent toutes sortes d'affaires.

« Le grand juge, ministre de la justice, dit qu'en réduisant les plaideurs à se défendre eux-mêmes, on établirait une chance trop inégale entre l'homme éloquent et celui qui n'a pas l'habitude de la parole.

« M. l'archichancelier Cambacérès dit qu'il n'y a pas de raison pour changer ce qui existe toujours depuis l'ordonnance de 1673 ; des agréés quoique non immatriculés ont rempli auprès des tribunaux de commerce les fonctions de défenseurs. Pourquoi vouloir tout à coup changer de si longues habitudes et forcer chacun de plaider lui-même sa cause ? Cette innovation pourrait avoir des conséquences fâcheuses, surtout si l'on donne une juridiction étendue aux tribunaux de commerce. Il vaudrait mieux garder le silence sur ce point.

« La disposition qui excluait les défenseurs officieux est retranchée et le surplus de l'article est adopté (1). »

Dans la rédaction définitive, c'est l'article 421 qui règle la question en ces termes : « Les parties seront tenues de comparaître en personne, ou par le ministère d'un fondé de procuration spéciale. »

(1) Procès-verbaux contenant la discussion du projet de code de procédure, 7^e séance.

Locré est d'avis qu'en adoptant cette rédaction, le Conseil d'Etat avait pour but de ne pas abolir l'usage des agréés, tout en laissant aux parties le droit de confier leur défense devant les tribunaux de commerce aux avocats (1).

II. — *Le Code de commerce.*

La question devait faire l'objet d'un nouvel examen lors de la discussion du Code de commerce. Une commission de sept membres avait été établie par les Consuls auprès du ministre de l'intérieur dans le but de rédiger un projet de code de commerce.

Le projet fut présenté le 18 frimaire an X. Il comportait un article 432 ainsi conçu : « Il y aura près le tribunal un commissaire du gouvernement, un greffier, *des avoués*, des huissiers nommés par le gouvernement. »

Le projet fut soumis aux observations des cours et tribunaux. De nombreuses cours et tribunaux demandaient la suppression de l'article 432 et, notamment, les cours de Dijon, Orléans, Rennes, Riom, Metz, les tribunaux de commerce d'Anvers, Aubenas, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Caen, Dijon, Evreux, Le Havre, Honfleur, Marseille, Montdidier, Tulle et Valenciennes (2). Leurs critiques étaient souvent très violentes. Les avoués, disaient-ils, ne manqueraient pas d'introduire dans la juridiction consulaire des lenteurs, des frais et des complications contraires au caractère de simplicité qui doit être l'âme du tribunal de commerce.

La cour de Dijon s'exprimait en termes particulière-

(1) Locré, *Esprit du Code de commerce*, t. IX, p. 121.

(2) Observations des tribunaux de cassation et d'appel, des tribunaux et conseils de commerce sur le projet de Code de commerce. An X.

ment vifs : « Cette innovation, on ne craint pas de le dire, dénature la belle institution de ces tribunaux. Dans la bouche des justiciables les contestations étaient simples : elles ne sortaient pas de la sphère des connaissances des juges. En sera-t-il de même lorsque l'art du praticien les aura dénaturées, lorsqu'au lieu de l'affaire il s'agira de juger une question de procédure, des exceptions tirées de règles observées dans la juridiction ordinaire, des fins de non-recevoir, etc... ? On ne craint pas de le dire, pour prononcer sur cette question, élagner tous les détours de la chicane et arriver rapidement au point de la contestation, il faut d'autres connaissances que celles que donne l'habitude du commerce. »

D'autres cours et tribunaux, en particulier la cour de Paris, les tribunaux de commerce de Chartres, Rouen, Saint-Brieuc, tout en demandant la suppression des avoués, admettaient, avec la cour de cassation, le maintien des agréés sous le contrôle du tribunal.

La cour de cassation était très nette sur ce point : « Beaucoup de commerçants expédient seuls leurs affaires et il faut leur en conserver la faculté. Pour les autres, il faut accorder aux tribunaux de commerce le droit de désigner un certain nombre de mandataires avec faculté de les révoquer. C'est le seul moyen d'éloigner de ces tribunaux la chicane, ennemie mortelle du commerce (1). »

(1) Elle disait notamment : « Nous nous étions déterminés à proposer l'établissement des avoués près les tribunaux de commerce d'après la demande de plusieurs tribunaux. Les motifs qui les avaient engagés à présenter ce vœu à la commission n'étaient cependant pas sans fondement. Les tribunaux de commerce étaient devenus le rendez-vous des gens de loi qui semblaient vouloir y introduire les habitudes de la chicane et les subtilités d'une vaine éloquence. Ils consumaient une partie de l'audience en longs plaidoyers souvent inu-

Mais un grand nombre de tribunaux ne firent aucun commentaire indiquant par ce silence leur approbation. Cependant, la commission tint compte des observations qui lui avaient été faites et retrancha la disposition. Mais elle admettait toutefois le maintien des agréés :

« Pour rendre aux tribunaux consulaires leur ancienne activité, il convient de leur laisser la faculté d'admettre un certain nombre d'agréés d'une probité connue et instruits dans les affaires du commerce pour représenter les parties qui ne peuvent comparaître en personne. Ces agréés existent depuis la création des tribunaux de commerce ; ils sont élevés dans les principes de ces tribunaux, ils ne peuvent faire aucun acte de procédure, ils sont révocables à volonté s'ils s'écartent de la stricte règle à laquelle ils sont assujettis par les règlements de police intérieure ; enfin leur ministère n'est point forcé pour les parties qui peuvent se défendre elles-mêmes ou se faire représenter par un parent ou un ami. »

Cependant, malgré cet avis, la section de l'intérieur présenta au Conseil d'Etat, dans la séance du 9 mai 1807, un article ainsi rédigé :

« Article 14 : Il leur est interdit d'agréer, pour plaider devant eux, des hommes de loi ou des praticiens particulièrement désignés ; et nul ne pourra représenter une partie aux tribunaux de commerce, s'il n'est muni d'un pouvoir spécial, exhibé au greffier avant l'appel de la cause, et par lui visé sans frais. »

Il est évident qu'ils parlaient à des juges commerciaux un langage d'autant plus étrange que ces nouveaux défenseurs étaient moins familiarisés avec les questions qu'ils traitaient. La grande majorité des villes de commerce et des cours d'appel réclamèrent contre cette innovation et nous croyons aussi qu'elle serait dangereuse. »

La discussion s'engagea alors de façon précise sur les agréés. En voici le procès-verbal :

« L'article 14 est discuté...

« M. Jaubert appelle l'attention du conseil sur la disposition fondamentale de l'article.

« Il dit que le code de procédure civile a sagement décidé que le ministère des avoués ne serait pas nécessaire dans les tribunaux de commerce, mais que, dans l'état actuel des choses, il existe des agréés qui plaident pour la partie, lorsqu'elle ne peut ou ne veut se défendre elle-même. Si cette institution était détruite, et que la partie fût obligée de prendre au hasard son défenseur, elle serait exposée à être trompée, car il n'est pas facile aux particuliers de distinguer, dans une foule de personnes souvent inconnues, celles qui méritent leur confiance sous le rapport des talents et de la probité ; il faudrait donc, sans rendre le ministère des agréés forcé, permettre de dresser un tableau de gens exercés et éprouvés, qu'on offrirait à la confiance du public.

« M. Begouen appuie cette proposition et veut de plus qu'il soit laissé un pouvoir discrétionnaire au tribunal de commerce pour la formation du tableau et pour la police des agréés.

« S. A. S. le Prince archichancelier de l'Empire dit qu'on pourrait se borner à déclarer que le ministère des avoués n'est pas nécessaire dans les tribunaux de commerce, sans confirmer ni détruire les agréés.

« Par là, on resterait dans l'état actuel, chaque tribunal de commerce conservant ses usages. C'est la force des choses qui a introduit les agréés dans les tribunaux ; on n'a pu refuser aux parties qui n'avaient pas l'habitude de

s'expliquer en public, la ressource d'employer le secours d'hommes plus exercés.

« Il serait d'autant plus dangereux de supprimer les agréés et de laisser plaider pour les parties quiconque voudrait se charger de leur défense, que le tribunal de commerce n'aurait aucune police sur tous ces défenseurs.

« M. Réal propose de se borner à rappeler l'article 414 du code de procédure.

« Cette proposition est adoptée.

« M. Regnaud propose d'ajouter que le pouvoir pourra être donné au bas de l'assignation ou même par une lettre missive.

« Cette addition est adoptée (1). »

On peut tirer de ces travaux préparatoires la conclusion suivante :

Bien que les articles 421 C. Pr. et 637 C. Com. n'aient pas fait mention des agréés et que l'article 414 C. Pr. ait, d'autre part, interdit formellement le ministère des avoués devant les tribunaux de commerce, les rédacteurs des codes n'ont pas ignoré l'existence des agréés.

Peut-être ont-ils pensé que le simple silence suffisait à les maintenir légalement. Toutefois, il importe de remarquer que la discussion s'est terminée sur la proposition de M. Réal de se borner à rappeler l'article 414 C. Pr., contrairement à l'opinion de Cambacérès qui voulait réserver le barreau consulaire aux agréés, à défaut de comparution personnelle, conformément à la pratique de l'Ancien Régime. C'était affirmer, sans restriction ni privilège, la liberté de représentation. Le seul point certain c'est

(1) *Procès-verbaux des discussions au Conseil d'Etat*, t. II, p. 105.

que les rédacteurs des codes ont voulu permettre aux justiciables de comparaître par mandataire. La discussion a simplement été un échange d'opinions sans que le législateur d'alors ait envisagé les conséquences possibles de son silence.

CHAPITRE III

De la rédaction des codes à la loi du 8 décembre 1941.

Le silence des codes de procédure civile et de commerce sur la question des agréés devait donner lieu jusqu'à nos jours à de vives polémiques et à de nombreuses décisions jurisprudentielles.

Même si l'intention des rédacteurs des codes avait été de laisser aux tribunaux de commerce la faculté d'agréer un certain nombre de mandataires, maintenant ainsi un usage ancien bien que contraire à la législation de l'Ancien Régime, cette solution était, en dehors d'une disposition formelle de la loi, difficilement admissible dans le droit nouveau, et cela, pour deux raisons : d'une part, parce que l'article 1041 du code de procédure abrogeait, à dater du 1^{er} janvier 1807, « toutes lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile », et, d'autre part, parce que l'organisation corporative des agréés supposait un pouvoir réglementaire du tribunal de commerce difficilement conciliable avec le principe nouveau de la séparation des pouvoirs.

L'absence de solution précise se révéla donc pleine d'inconvénients à la fois pour les agréés, pour le tribunal de commerce et pour les mandataires non agréés.

1^o Pour les agréés : la légalité de leur institution était douteuse ; ils n'allaient donc pas manquer de faire l'objet

de vives attaques de la part de ceux à qui nuisait leur situation privilégiée.

2° Pour le tribunal de commerce : la désignation d'un certain nombre de mandataires agréés, particulièrement recommandés à la confiance des justiciables, était déjà, en droit, discutable. Mais le tribunal de commerce, s'il voulait donner aux plaideurs une garantie réelle, se trouvait nécessairement amené à soumettre les agréés à une organisation plus précise, et cela en vertu de délibérations dont le caractère réglementaire n'était pas douteux. Le tribunal se rendait ainsi coupable d'excès de pouvoir en violant le principe de la séparation des pouvoirs et l'article 5 du code civil qui défend aux juges « de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire ».

3° Pour les autres mandataires enfin : il était clair, en effet, que le fait même « d'agréer » spécialement un petit nombre de personnes jetait un certain discrédit sur ceux des mandataires devant les tribunaux de commerce qui ne possédaient pas le même titre.

La situation des agréés pendant la période qui nous occupe est donc devenue plus complexe et il faut l'envisager successivement vis-à-vis :

- 1° de la loi,
- 2° de la jurisprudence,
- 3° du tribunal de commerce,
- 4° des autres mandataires près les tribunaux de commerce.

Il sera, en effet, nécessaire d'examiner ici le droit de défense devant les tribunaux de commerce, afin de déterminer la place exacte des agréés.

§ I. — LES AGRÉÉS ET LA LOI.

Les codes maintenaient le principe de la comparution personnelle, mais les justiciables avaient désormais la possibilité légale de se faire représenter par un mandataire de leur choix. Les agréés n'étaient donc plus, aux yeux de la loi, que de simples mandataires *ad litem* parmi d'autres : leur intérêt était donc d'obtenir du législateur le maintien d'une situation privilégiée, comparable, à l'exception du monopole, à celle des officiers ministériels.

Cette situation existait en fait : il fallait, par un texte de loi, la mettre à l'abri de toute contestation.

Les agréés ont, dès lors, cherché tantôt à obtenir une reconnaissance directe, tantôt à tirer argument de textes législatifs qui les mentionnaient.

En 1825, le directeur des affaires civiles du ministère de la justice avait soumis au garde des sceaux un rapport sur la question de savoir s'il y avait lieu de proposer une loi qui indiquerait le mode d'élection, déterminerait les conditions requises pour être agréé aux tribunaux de commerce, spécifierait les fonctions qui sont incompatibles avec celles d'agréé, leur imposerait l'obligation de donner un cautionnement, déciderait de la vénalité de leurs charges et, enfin, leur donnerait un caractère public (1).

Ce projet fut soumis au Conseil d'Etat qui le rejeta dans son avis du 9 mars 1825 en termes définitifs :

« Les sections réunies du Comité du contentieux du Conseil d'Etat...

(1) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, 1825, II^e partie, p. 46.

« Considérant que l'on ne pourrait donner aux agréés un caractère public, leur imposer l'obligation de fournir un cautionnement, les soumettre à des conditions d'éligibilité, déterminer les fonctions qui seraient incompatibles avec les leurs et les autoriser à présenter des successeurs, sans les transformer en officiers ministériels, c'est-à-dire, sans leur conférer le droit exclusif de représenter les parties devant les tribunaux de commerce, et sans leur attribuer des honoraires ; qu'une telle mesure dénaturerait l'institution des tribunaux de commerce, où il est également nécessaire que la justice soit prompte et rendue au moins de frais possible, que les formes soient simples et faciles, et que les parties jouissent d'une liberté indéfinie, soit pour se défendre elles-mêmes, soit pour choisir les mandataires auxquels elles veulent confier leur cause ;

« Considérant...

« Sont d'avis,

« 1^o Qu'il n'y a pas lieu de proposer une loi ayant pour objet de donner aux agréés un caractère public... »

Le Conseil d'Etat ne se contenta d'ailleurs pas de s'opposer à la reconnaissance des agréés ; le même jour, en effet, il rappelait aux tribunaux de commerce les articles 421 C. Pr. et 627 C. Com. dont l'application avait donné lieu à des abus en ce qui concerne la question des pouvoirs (V. *infra* § 4).

Cet avis du Conseil d'Etat est le seul texte qui, avant la loi du 8 décembre 1941, ait envisagé directement la question. En 1825, les agréés avaient donc échoué complètement dans leur tentative. L'opinion du Conseil d'Etat était d'ailleurs peut-être excessive, en ce sens qu'il aurait sans doute été possible d'admettre l'existence des agréés sans leur conférer pour autant le monopole de la repré-

sensation devant les tribunaux de commerce, c'est-à-dire, sans en faire des officiers ministériels proprement dits.

Quoi qu'il en soit, c'est de textes secondaires désormais que les agréés prétendirent tirer argument.

La thèse de la « reconnaissance » a été soutenue notamment par M. Privat dans un ouvrage paru en 1925 (1). Elle est également exposée dans un jugement du tribunal civil de Nice en date du 16 mai 1923 (2), suivant lequel, « bien que n'ayant pas été institués par une loi, les agréés se sont vus reconnus dans plusieurs textes législatifs, notamment les lois du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, du 17 avril 1919 sur les tribunaux de dommages de guerre, du 27 décembre 1920 sur le règlement des créances moratoriées, et la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes des professions libérales, qui font mention des agréés en leur accordant des droits ou leur imposant des obligations étrangers aux agents d'affaires. »

Examinons successivement ces différents textes :

1^o La loi du 15 juillet 1880 sur la patente des professions libérales.

Les agréés furent tout d'abord, comme les avocats, dispensés de la patente. Cette assimilation avec les avocats est encore faite dans une ordonnance rendue en conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1841 sur la question de savoir si les agréés devaient être soumis à la patente d'agents d'affaires. Cette opinion est rejetée par le Conseil d'Etat pour ce motif que les agréés ne se livrent pas aux opérations qui constituent la profession d'agent d'affaires (3).

(1) Privat, *Les tribunaux de commerce*, Toulouse, 1925.

(2) *D. P.* 1925.2.141.

(3) *S.* 1842.2.192.

La loi du 25 avril 1844 sur la patente en dispense dans son article 13 : « 1^o Les notaires, les avoués, les avocats au Conseil d'Etat, les greffiers, les commissaires-priseurs, les huissiers, 2^o les avocats (1)... » Le projet de loi ajoutait : les agréés. Après discussion, ce mot fut retiré, non dans le but de soumettre les agréés à la patente, mais dans la crainte que cette indication dans un texte législatif ne les transformât en officiers ministériels.

Par la suite, plusieurs décisions du Conseil d'Etat vinrent préciser la loi de 1844 en décidant que les agréés n'étaient pas patentables en cette qualité mais le deviendraient s'ils se livraient aux opérations commerciales qui constituent la profession d'agent d'affaires (2).

La loi du 10 mai 1850, au tableau G, assujettit à la patente « les mandataires agréés près les tribunaux de commerce », ainsi que les avocats, avoués... Le projet du gouvernement et celui de la commission avaient placé les agréés dans la 4^e classe du tableau A par assimilation avec les agents d'affaires. Lors de la discussion, on proposa de les inscrire au tableau G. Cette proposition fut adoptée (3). La loi du 15 juillet 1880, tableau D, reproduit celle de 1850 (4).

Il était cependant impossible de tirer de ces lois aucun argument en faveur des agréés, malgré les craintes du législateur de 1844. En effet, la loi fiscale cherche à atteindre des catégories de revenus. Elle statue donc sur le fait ;

(1) Duvergier, 1844, discussion à la Ch. des députés, séance du 28 février 1844, p. 241.

(2) 25 mai 1850, *D. P.* 1851.3.13 ; 26 mars 1850, 1^{er} février 1851, *D. P.* 1852.5.398.

(3) Duvergier, 1850, p. 195.

(4) Duvergier, 1880, p. 579.

sur ce terrain, il était incontestable que les agréés constituaient une profession organisée et qu'ils pouvaient être, à ce titre, comme n'importe quelle autre profession, assujettis à l'impôt. Cette imposition ne leur conférait évidemment aucun caractère public. M. Appleton, dans une note sous un arrêt de la cour d'Aix du 9 février 1925 (1), fait remarquer à ce sujet que les agents d'affaires, qui n'ont aucun caractère public, sont imposés à la patente sous le tableau A, 4^e classe.

2^o La loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes (2).

Il n'y est nullement fait mention des agréés. Dans le titre II consacré à la procédure devant les conseils de prud'hommes, il est prévu (art. 26 et 34) que les parties peuvent se faire représenter ou assister par un ouvrier, employé ou patron exerçant la profession, ou encore par un avocat ou un avoué ; il n'est pas question d'agréés. Il résulte du silence même de la loi qu'elle a exclu tout mandataire professionnel autre que les avocats et les avoués.

3^o La loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre (3).

Le texte de cette loi ne fait pas état des agréés. Mais il fut modifié par une loi du 25 août 1920 aux termes de laquelle « les parties pourront se faire assister ou représenter par un membre de leur famille, parent ou allié, ou par un avocat inscrit au barreau, ou par un officier public ou ministériel, ou par un agréé près les tribunaux de commerce » (4).

Le but de cette modification était de permettre aux jus-

(1) D. P. 1925.2.142.

(2) G. P. 1907.1.754c.

(3) G. P. 1919.1.913.

(4) D. P. 1921.4.102.

ticiables un choix plus large des personnes admises à les représenter. Le choix d'un mandataire capable pouvait, en effet, être assez délicat dans les régions sinistrées et il était indiscutable que les agréés présentaient toutes les conditions d'honorabilité nécessaires. Mais c'est ici encore une question de fait et cette solution ne préjuge pas plus le problème de la reconnaissance légale des agréés que ne le faisait la loi de 1880 sur la patente. Dans l'énumération des mandataires possibles d'ailleurs, les agréés se trouvent à côté de personnes qui n'ont certainement aucun caractère public, telles que les parents et alliés.

4° La loi du 27 décembre 1920 sur le règlement des créances moratoriées (1). Cette loi prévoit, dans son article 15, la composition de la commission arbitrale chargée d'examiner les contestations relatives au règlement des intérêts moratoires et conventionnels. Elle spécifie expressément que « les agréés seront admis comme défenseurs devant les commissions ». Au point de vue qui nous occupe, cette loi ne peut être considérée comme plus importante que la précédente. Lois transitoires, lois de circonstances, elles n'ont, en mentionnant les agréés, d'autre but que d'utiliser des mandataires expérimentés et dignes de confiance en vue d'aboutir à un règlement rapide des problèmes d'après-guerre.

La position des agréés, sur le terrain législatif, paraît donc, avant la loi du 8 décembre 1941, très faible. Le seul texte qui ait envisagé directement la question, l'avis du conseil d'Etat du 10 décembre 1825, leur a formellement refusé tout caractère public. Des lois fiscales et des lois d'après-guerre les ont mentionnés, mais en se plaçant uni-

(1) *G. P.* 1921.1.683.

quement sur le terrain du fait et de la pratique et sans qu'on puisse sérieusement prétendre y voir la reconnaissance ou la consécration d'une corporation judiciaire.

§ 2. — LES AGRÉÉS ET LA JURISPRUDENCE.

L'absence même de toute solution législative a conduit les tribunaux à trancher fréquemment des litiges ayant pour objet tel ou tel point de l'organisation des agréés. Mais nous n'envisagerons ici l'attitude de la jurisprudence que vis-à-vis du problème de la légalité de l'institution.

Elle s'est, sur ce point, progressivement précisée et affermie, de sorte qu'en 1941 deux éléments pouvaient en être dégagés :

1^o Les délibérations par lesquelles les tribunaux de commerce ont créé et organisé des corps d'agréés sont nulles;

2^o Est valable toutefois la simple désignation faite par les tribunaux de commerce d'un certain nombre de mandataires agréés par eux et particulièrement recommandés à la confiance des plaideurs.

Nous examinerons successivement ces deux points.

1^o *Nullité des délibérations des tribunaux de commerce ayant pour objet la création et l'organisation de corps d'agréés.*

La jurisprudence est fixée en ce sens depuis un arrêt de la chambre des Requêtes du 27 juin 1850 rendu sur les conclusions du procureur général Dupin (1). Dans son

(1) *D. P.* 1850.1. 228. Dans le même sens, Req. 16 mars 1852, *D. P.* 1852.1.127 ; Chambéry, 26 août 1873, *S.* 1873.2.249 ; Req. 23 déc. 1908, *D. P.* 1909.1.216 ; Req. 4 mai 1915, *D. P.* 1916.1.206 ; Civ. 29 juillet 1936, *D. P.* 1936.1.86.

réquisitoire, ce dernier demandait l'annulation pour excès de pouvoir de quatre délibérations prises par le tribunal de commerce d'Alger à l'effet d'instituer un corps d'agrées près ce tribunal.

Cette annulation était, au point de vue juridique, fortement motivée. Des délibérations de tribunaux de commerce créant un corps d'agrées, déterminant leur nombre, leurs conditions de nomination, leur imposant un serment et le respect de règles disciplinaires dépassent évidemment les attributions du pouvoir judiciaire. De tous les principes du droit public français, celui de la séparation des pouvoirs est sans doute celui dont le respect a été le plus longtemps maintenu. Les décisions prises par le tribunal de commerce d'Alger ne pouvaient l'être que par une loi spéciale ou par un règlement d'administration publique. Le pouvoir judiciaire ne peut que « porter des décisions motivées sur les causes qui lui sont soumises ». Dans le cas où d'autres attributions lui sont conférées, elles font toujours l'objet d'une loi spéciale.

Le procureur général Dupin soulignait l'illégalité de ces décisions en ces termes : « Les délibérations déférées à la cour violent en outre le principe écrit dans l'article 5 du code civil portant qu'il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire. Ces délibérations ont évidemment ce caractère. Ce sont des dispositions générales, puisqu'elles s'étendent à tous les justiciables qui se serviront du ministère des agrées près le tribunal de commerce. Ce sont des dispositions réglementaires, puisqu'elles organisent une corporation et réglementent les frais et émoluments dus aux agrées. »

L'excès de pouvoir résultait enfin de la violation de l'article 1042 C. Pr. aux termes duquel « il sera fait, tant

pour la taxe des frais que pour la police et discipline des tribunaux, des règlements d'administration publique. Dans trois ans, au plus tard, les dispositions de ces règlements qui contiendraient des mesures législatives seront présentées au corps législatif en forme de loi. »

Or, les délibérations déferées à la cour prévoyaient un règlement des dépens obligatoires pour les agréés et pour les parties qui auraient recours à eux. Le tribunal sortait ici encore de la sphère des attributions du pouvoir judiciaire.

Depuis l'arrêt du 27 juin 1850, la Cour de cassation a toujours maintenu sa jurisprudence, et l'arrêt le plus récent en cette matière, celui de la chambre civile du 29 juillet 1936 décide, dans les mêmes termes, « qu'un tribunal de commerce ne peut légalement établir près de lui un corps d'agréés et lui donner une organisation et des règles ».

Il faut d'ailleurs remarquer que la plupart des délibérations des tribunaux de commerce n'ont fait l'objet d'aucun recours (1). C'est le cas, notamment, des nombreuses délibérations du tribunal de commerce de la Seine qui ont prévu jusque dans ses détails l'organisation de la compagnie des agréés au point que la loi du 8 décembre 1941 ne fait sur bien des questions que codifier le règlement du 21 décembre 1809.

Cependant, si la Cour de cassation a maintenu fermement son point de vue, en quelque sorte négatif, de la nullité de ces délibérations, elle y a admis, après 1850, un correctif important.

2° *La distinction entre l'accréditement et l'organisation.*

(1). Camberlin, *Manuel des tribunaux de commerce*, p. 293.

Après l'avoir été par les cours de Lyon et de Toulouse, elle fut affirmée pour la première fois par la cour de cassation dans un arrêt de la chambre des requêtes du 4 mai 1915 (1) dans les termes suivants : « Si un tribunal de commerce ne peut légalement établir près de lui un corps d'agréés et lui donner une organisation et des règles, il ne lui est point interdit de désigner à la confiance des plaideurs, empêchés de se présenter en personne à sa barre, des mandataires dont il apprécie la capacité, l'expérience et la parfaite honorabilité. » En 1936 et en 1939, deux arrêts de la chambre des requêtes et de la chambre civile sont venus fortifier ce point de vue (2).

Cette distinction paraît cependant tout à fait critiquable en droit.

D'après la cour de Toulouse, si la consécration légale fait défaut à l'institution des agréés, aucun texte de loi n'interdit aux tribunaux de commerce d'appeler à leur barre, par un agrément spécial, des hommes offrant des garanties de moralité et de savoir éprouvées, pourvu qu'il ne soit fait aucun échec à la liberté du choix des plaideurs.

Ce point de vue est discutable. La loi prévoit, en effet, les pouvoirs des tribunaux et leur interdit d'une manière générale certains actes ; c'est le cas de l'article 5 C. C. Mais il n'en résulte nullement que les tribunaux aient tous pouvoirs dans les cas où la loi ne s'est pas expressément prononcée. Bien au contraire, en cette matière, l'interprétation restrictive s'impose. La loi n'a pas, il est vrai, in-

(1) Lyon, 27 décembre 1898, *S.* 1901.2.41 ; Toulouse, 1^{er} août 1904, *S.* 1905.2.137 et les notes Tissier sous ces deux arrêts ; Req. 4 mai 1915, *D. P.* 1916.1.206.

(2) Civ. 12 juillet 1936, *D. P.* 1936.1.86 ; req. 26 avril 1939, *D. H.* 1939.355 ; dans le même sens, Aix, 9 février 1925, *D. P.* 1925.2.41.

terdit spécialement aux tribunaux de commerce de désigner des agréés mais il paraît excessif de conclure de ce silence à la liberté pour les tribunaux de modifier d'une façon quelconque les règles de l'organisation judiciaire qui appartiennent au domaine législatif et réglementaire et sont d'ordre public (1). En ce domaine, il n'y a pas de place pour le droit coutumier.

Il y a plus. Même la simple désignation va à l'encontre des articles 421 C. Pr. et 627 C. Com. qui proclament la liberté de représentation devant les tribunaux de commerce. La cour de Toulouse dit cependant que rien ne s'oppose à ce que cette désignation ait lieu devant une juridiction où les parties peuvent à leur gré plaider elles-mêmes leur cause ou se faire représenter par des mandataires quelconques librement choisis.

En réalité, le principe de la liberté de représentation, en l'absence d'une dérogation formelle, ne s'oppose pas seulement à la création d'un monopole mais également à toute disposition ayant pour objet d'attirer spécialement l'attention des plaideurs sur tel ou tel mandataire. Comme le fait remarquer M. Tissier (2), « les agréés ont bien une situation privilégiée et leur privilège consiste dans la recommandation dont ils sont l'objet de la part du tribunal de commerce, qui, en dressant une liste très peu nombreuse de mandataires qu'il agréé comme plus dignes de la confiance des justiciables, jette le discrédit et la déconsidération sur ceux qu'il n'agréé pas ».

(1) Civile 15 juillet 1924, *D. P.* 1924.1.201 et la note Appleton :

« Vu l'article 421 C. Pr....,

« Attendu que ce texte qui réglemente la représentation des parties devant le tribunal de commerce est d'ordre public... ».

(2) Note sous Lyon 27 décembre 1898, *S.* 1901.2.41.

D'un point de vue strictement juridique donc, toutes les décisions ou délibérations des tribunaux de commerce, qu'elles aient pour objet l'organisation ou la désignation de mandataires spécialement agréés, auraient dû être considérées comme nulles, parce qu'entachées d'excès de pouvoir.

Injustifiable en droit, la distinction était impossible en pratique. L'accréditement avait pour but, en effet, de donner aux justiciables une garantie supplémentaire en leur indiquant des mandataires éprouvés et dignes de leur confiance. Or, la garantie, pour être réelle, devait s'appuyer sur une organisation professionnelle précise sous le contrôle et l'autorité disciplinaire du tribunal. C'était, en fait, ce qui avait toujours existé. La distinction restait donc théorique, car le titre supposait l'organisation.

Les arrêts tiraient cependant de leur interprétation une conséquence importante concernant la question de la concurrence déloyale. Ils admettent en effet que les agréés étant en possession d'un titre qui n'appartient pas à d'autres mandataires, ceux qui prennent mensongèrement ce titre de nature à tromper les tiers sur leur véritable situation, leur font une concurrence déloyale et leur causent un préjudice (1).

Un arrêt de la cour de Nîmes (2) a même admis que les avocats et les avoués avaient le droit de faire interdire à des agents d'affaires de s'intituler agréés près un tribunal de commerce, l'usage de ce titre étant de nature à faire croire aux justiciables que ces agents d'affaires avaient fait

(1) Lyon, 27 déc. 1898 précité ; Toulouse, 1^{er} août 1904 précité ; req. 23 déc. 1908, *D. P.* 1909.1.216 ; Rennes, 17 mars 1914, *G. P.* 1914.1.648 ; cass. 4 mai 1915 précité ; tr. civ. Tours, 15 juillet 1930, *G. P.* 1930.2.273 ; Orléans, 22 déc. 1931, *D. P.* 1931.2.273.

(2) 2 avril 1906, *D. P.* 1909.2.84..

l'objet d'une enquête favorable et d'une désignation par le tribunal de commerce.

Cette solution est exacte, mais il n'est pas nécessaire pour la justifier d'invoquer le caractère licite de la nomination d'agréés. La concurrence déloyale existe dès l'instant où l'on prétend à tort jouir d'un agrément du tribunal de commerce et se distinguer ainsi des autres mandataires professionnels. Peu importe que le tribunal ait ou non le droit de conférer cet agrément. Celui qui, sans être recommandé à la confiance des justiciables, se pare du titre d'agréé pour capter cette confiance, cherche évidemment à créer une confusion et à se procurer des avantages auxquels il n'a aucun droit. « Des personnes qui font profession de représenter les plaideurs devant un tribunal de commerce ne peuvent prendre le titre d'agréé si, en fait, le tribunal ne les a pas agréées. Ce titre n'est pas banal, comme le titre d'ingénieur ou de défenseur ou d'agent d'affaires ; il a une signification précise et bien connue : l'agréé est un mandataire que le tribunal de commerce recommande spécialement à la confiance des plaideurs. Celui qui, sans figurer au nombre de ceux que recommande le tribunal, se qualifie d'agréé, commet une usurpation de titre qui doit être réprimée, et qui peut l'être sur la plainte des intéressés, notamment des autres défenseurs et mandataires. Et il est bien clair que ce fait que les tribunaux de commerce commettraient un excès de pouvoir et une illégalité, en confiant à certains mandataires le titre d'agréé, ne saurait donner à d'autres mandataires le droit de prendre ce même titre sans aucune autorisation (1). »

(1) Tissier, note précitée.

§ 3. — L'ATTITUDE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Vis-à-vis des agréés, et tant qu'un arrêt les visant expressément n'est pas venu le leur interdire, les tribunaux de commerce et spécialement celui de la Seine, le seul qui nous soit bien connu et qui d'ailleurs a servi de modèle aux autres, ont agi comme si la loi leur avait donné le pouvoir de disposer par voie réglementaire. Comme la plupart du temps ces délibérations n'ont pas fait l'objet de contestations de la part des pouvoirs publics, l'organisation corporative des agréés a été minutieusement réglementée.

Les délibérations du tribunal de commerce ne sont pas rendues publiques. Cependant, la plupart des règlements et arrêtés concernant les agréés jusqu'en 1841 ont été publiés par M. Guibert. Ils sont fondamentaux, et comme ils n'ont subi que peu de modifications, ils permettent de se faire une idée assez précise de la corporation des agréés. Cette organisation corporative sera examinée en détails dans la seconde partie, car son étude est nécessaire à l'intelligence de la loi nouvelle. Il ne s'agit donc ici que de souligner brièvement l'indépendance des tribunaux de commerce à une époque où aucun texte législatif ne les autorisait à délibérer sur ce point et où la Cour de cassation les avait formellement reconnus coupables d'excès de pouvoir.

Le 21 décembre 1809, le tribunal de commerce de la Seine réorganisait la compagnie des agréés dans un règlement qu'il annonçait ainsi :

« Le tribunal,

« Considérant que l'institution des agréés près les tri-

bunaux de commerce est presque aussi ancienne que celle de ces tribunaux eux-mêmes ; que l'utilité des agréés dans les affaires commerciales, pour les grandes villes, a été reconnue de tout temps ; que leur institution n'est point contraire à la loi qui prohibe près les tribunaux le ministère des avoués, puisque chacun des justiciables est maintenu dans le droit de se défendre en personne ;

« Considérant que, l'utilité des agréés étant reconnue, il importe que leur organisation soit telle que les négociants y trouvent sûreté et célérité, et le tribunal une garantie de sa confiance,

« Arrête ce qui suit (1) » ...

Ce règlement fut complété le 26 décembre 1809 par un second règlement émanant cette fois de l'assemblée générale des agréés et relatif aux attributions des assemblées générales de la compagnie des agréés et de celles de la chambre de discipline ; il prescrit d'autre part la formation d'une bourse commune.

Par son règlement, le tribunal limitait le nombre des agréés et leur imposait des conditions de stage et l'obligation de prêter serment. La chambre de discipline était chargée de régler les contestations entre agréés et de recevoir les plaintes des clients, les assemblées générales devaient nommer les membres de la chambre et délibérer sur toutes les matières d'un intérêt général qui sortaient de la simple administration.

Quelques années plus tard, en 1813, le tribunal eut à s'occuper du nombre des agréés qu'il réduisit de 21 à 15. Il régla avec précision la façon dont serait perçue et répartie l'indemnité due aux six agréés non réélus, indépen-

(1) Guibert, *op. cit.*, II, p. 1.

damment de la faculté laissée à ceux-ci de céder leur clientèle à leurs confrères (1).

Non seulement le tribunal organisait ses agréés, mais encore il les favorisait par une série de dispositions les dispensant de la légalisation des pouvoirs qu'il imposait d'une manière générale à tous les mandataires. Il fixait les émoluments dus aux agréés ou approuvait des délibérations de la chambre de discipline sur ce sujet.

L'organisation corporative des agréés existait donc, dans ses traits essentiels, dès le début du XIX^e siècle. Elle consistait en un ensemble de règles tout à fait comparables à celles qui gouvernent les officiers ministériels : limitation du nombre, costume, qualification, serment, discipline, bourse commune, enfin transmission de clientèle.

§ 4. — LES AGRÉÉS ET LE DROIT DE DÉFENSE DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

L'exposé historique du droit de défense devant les tribunaux de commerce est nécessaire pour déterminer la situation de fait des agréés avant la loi de 1941.

Comme on le sait, trois textes traitaient de la question dans les codes. C'étaient, dans le code de procédure civile, les articles 414 et 421, dans le code de commerce, l'article 627.

Art. 414 C. Pr. : « La procédure devant les tribunaux de commerce se fait sans le ministère d'avoué. »

Art. 421 C. Pr. : « Les parties seront tenues de comparaître en personne ou par le ministère d'un fondé de procuration spéciale. »

(1) Guibert, *op. cit.*, II, p. 11 et suiv.

Art. 627 C. Com. : « Le ministère des avoués est interdit dans les tribunaux de commerce, conformément à l'article 414 du code de procédure civile ; nul ne pourra plaider pour une partie devant ces tribunaux, si la partie présente à l'audience ne l'autorise, ou s'il n'est muni d'un pouvoir spécial. Ce pouvoir, qui pourra être donné au bas de l'original ou de la copie de l'assignation, sera exhibé au greffier avant l'appel de la cause, et par lui visé sans frais.

Loi du 3 mars 1840 : « Dans les causes portées devant les tribunaux de commerce, aucun huissier ne pourra, ni assister comme conseil, ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, à peine d'une amende de 25 à 50 francs, qui sera prononcée, sans appel, par le tribunal, sans préjudice des peines disciplinaires contre les huissiers contrevenants.

« Cette disposition n'est pas applicable aux huissiers qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'article 86 du code de procédure civile. »

La loi pose donc en principe la liberté de la représentation à défaut de comparution personnelle. Ce principe comporte toutefois une restriction concernant les huissiers et une condition de forme, un pouvoir spécial, à moins que la partie représentée ne donne son autorisation à l'audience même.

*1^o Interdiction faite aux huissiers
de représenter les parties devant les tribunaux de commerce.*

Elle n'existait pas dans le texte primitif de l'article 627, mais fut introduite seulement en 1840 (1). Cette restriction

(1) Lyon-Caen et Renault, *Dr. com.*, t. I, p. 451 et 586. ; — Barthélemy, *Les huissiers et la profession d'avocat*, 1934.

se comprend aisément ; il y a en effet incompatibilité entre le rôle du mandataire chargé de représenter la partie et celui de l'huissier, agent d'exécution, et la loi a craint que la présence de l'huissier ne fût obstacle à la possibilité d'accords amiables.

La jurisprudence a d'ailleurs interprété d'une manière restrictive l'article 627. Il a été jugé notamment que l'interdiction formulée par l'article 627 ne s'appliquait qu'aux « causes », c'est-à-dire aux procès ou contestations portées devant les tribunaux de commerce, mais qu'elle ne s'appliquait pas aux actes sans caractère litigieux, accomplis dans les réunions de créanciers aux liquidations judiciaires et aux faillites, même en la présence du juge-commissaire (1).

Il a été également admis que l'huissier pouvait accepter de son client la mission de veiller à ses intérêts à l'occasion d'un procès et, à ce titre, prétendre à des honoraires (2).

Enfin, l'article 627 lui-même, en renvoyant à l'article 86 C. Pr., admet que l'huissier peut être mandataire devant les tribunaux de commerce, lorsqu'il représente sa femme, un parent ou allié en ligne directe ou son pupille.

2° *Condition de forme de la représentation : le pouvoir.*

En matière civile, la remise de l'assignation entre les mains de l'avoué fait présumer son pouvoir. Il ne peut en être de même en matière commerciale, où la liberté de représentation pourrait inciter certains agents d'affaires peu scrupuleux à commettre des fraudes. La représenta-

(1) Tr. com. Saint-Lô, 28 juillet 1923, *G. P.* 1923.2.684.

(2) Tr. com. Lyon, 31 octobre 1924, *D. P.* 1926.2.136.

tion d'un pouvoir était déjà exigée par l'ordonnance de 1563 dans les cas où les parties étaient autorisées à ne pas comparaître personnellement. Sur ce point, les codes n'ont donc fait que consacrer la législation de l'Ancien Régime (1). Ils précisent simplement que le pouvoir pourra être donné au bas de l'original ou de la copie de l'assignation.

Ce pouvoir doit d'ailleurs être spécial et indiquer l'instance en vue de laquelle il est donné. En conséquence, un pouvoir s'appliquant à toutes les contestations nées ou à naître dans lesquelles serait impliqué le mandant n'aurait pas le caractère de pouvoir spécial et n'autoriserait pas le mandataire à représenter le mandant dans une instance déterminée (2). Cette conception de la spécialité du mandat est d'ailleurs imposée par le texte de l'article 627 C. Com. qui spécifie que le pouvoir pourra être donné « au bas de l'original ou de la copie de l'assignation » et, par conséquent, seulement pour une instance déterminée, et par l'article 421 C. Pr. qui assimile la spécialité du pouvoir à l'autorisation de la partie « présente à l'audience ».

C'est cependant la question du pouvoir qui explique la prépondérance de fait des agréés pendant une grande partie de la période qui nous occupe.

En dehors des agréés, deux catégories de personnes paraissaient susceptibles de représenter couramment les parties devant les tribunaux de commerce : d'une part,

(1) Il convient de remarquer cependant que sous l'Ancien Régime au mépris de l'édit de 1563, l'agréé, porteur de l'assignation, était considéré comme ayant un pouvoir suffisant. « Il suffit, dit Rogue, que les agréés, pour porter la parole, soient porteur de l'assignation pour être admis à plaider », t. I, p. 49.

(2) Civ. 15 juillet 1924, *D. P.* 1924.1.201 et note Appleton ; Glasson et Tissier, II, p. 554.

les avocats et les avoués (1), et, d'autre part, tous ceux qui, sans appartenir à une corporation judiciaire, faisaient profession de représenter les plaideurs : les mandataires libres ou mandataires non agréés. La question du pouvoir se présenta d'une manière très différente vis-à-vis des uns et des autres.

A. — *Les avocats et les avoués.*

Aucun texte de loi n'interdisait aux avocats d'être mandataires (2). Mais d'après les règles de la plupart des barreaux, les avocats inscrits ne pouvaient recevoir de procurations (3). Le but de cette interdiction était d'éviter que les avocats ne fussent amenés à faire les opérations caractéristiques de la profession d'agent d'affaires. Mais il en résultait que les avocats ne pouvaient se présenter au tribunal de commerce qu'accompagnés de leurs clients (4), d'où une gêne et une perte de temps pour ces derniers, ou assistés d'un mandataire capable de recevoir une procuration et qui assumait la représentation proprement dite, l'avocat se bornant à plaider, d'où des frais supplémentaires (5). C'est ce qui expliquait le petit nombre des avocats familiers du tribunal consulaire.

(1) L'article 414 C. Pr. interdisait bien le ministère des avoués devant les tribunaux de commerce, mais cela ne les empêchait nullement de se présenter comme simples mandataires, à condition de justifier d'un pouvoir spécial.

(2) Req. 31 juillet 1911, *D. P.* 1913.1.279.

(3) Mollot, *Règles de la profession d'avocat*, arrêtés des 13 août 1830, 12 août 1851, 27 mars 1855.

(4) Si l'avocat comparaissait seul, le jugement rendu contre son client était un jugement par défaut faute de comparaître. Aix, 21 juin 1900, *D. P.* 1902.2.78.

(5) M. Poincaré, dans son discours au Sénat du 7 juillet 1911, analysé ci-dessous, soulignait ces inconvénients en ces termes : « A l'heure

Beaucoup trop rigoureuses et étroites, les règles du Conseil de l'Ordre préservaient ainsi, en fait, les agréés de redoutables rivaux. Les avocats, ne pouvant obtenir de l'Ordre une réforme, eurent recours à la loi, en l'espèce la loi de finances de 1911, pour se faire dispenser de procuration. Ils avaient d'ailleurs déjà obtenu successivement la dispense de procuration devant les conseils de préfecture (1), devant les juges de paix et les tribunaux de simple police (2) et devant les conseils de prud'hommes (3).

L'article dispensant les avocats de procuration fut proposé sous forme de disposition additionnelle par les députés Marc Réville, Desplas, Joseph Ménard dans les termes suivants :

« Article 96. — Les avocats régulièrement inscrits à un barreau sont dispensés de présenter une procuration devant les juridictions commerciales. »

L'article fut discuté dans la séance du 13 avril 1911 (4) et ses partisans invoquèrent quatre arguments :

1^o Les avocats présentent des garanties particulières de capacité et d'honorabilité.

2^o L'admission sans procuration des avocats devant les

actuelle devant le tribunal de commerce de la Seine qui est de beaucoup le plus important de France, qui est à lui tout seul plus important que tous les autres réunis, les avocats ne se présentent à la barre que dans les très grosses affaires. Certes, les avocats connus et occupés y sont toujours très aimablement reçus, et ils y ont, s'ils le veulent, un accès facile, mais dans la multitude des affaires moyennes, et surtout dans les petites affaires, les plaideurs hésitent naturellement à prendre à la fois un avocat et un mandataire, et à s'imposer ainsi doubles frais. »

(1) Loi du 22 juillet 1889, art. 8, *D. P.* 1890.4.1.

(2) Loi du 12 juillet 1905, art. 26, *D. P.* 1905.4.71.

(3) Loi du 27 mars 1907, art. 26, *D. P.* 1907.4.89.

(4) *J. O.*, 1911, Débats de la Chambre des députés, 1^{re} séance du 13 avril, p. 2038.

tribunaux consulaires permettra de supprimer un intermédiaire onéreux et, par conséquent, de diminuer les frais de justice.

3° La législation qui dispense les avocats de procuration devant les tribunaux d'exception sera ainsi uniformisée.

4° On régularisera la pratique illégale de certains tribunaux de commerce qui dispensent les avocats et les avoués de procuration.

Le gouvernement se montra favorable à la disposition proposée et, après un très court débat, l'article fut adopté.

Il fit, au Sénat, l'objet d'une discussion beaucoup plus vive et serrée, dans la séance du 7 juillet 1911 (1).

La Commission des finances n'avait fait aucune objection au vote de l'article, mais au début de la discussion, M. Milliès-Lacroix en demanda la disjonction pour ce motif qu'il modifiait une règle de procédure et n'avait aucun caractère fiscal et que l'intention des rédacteurs de la proposition était uniquement de dispenser les avocats de l'obligation d'être munis d'une procuration. Pour atteindre le but fiscal que les auteurs de l'article prétendent poursuivre, il suffit, ajouta-t-il, de dispenser les pouvoirs des droits de timbre et d'enregistrement.

Poincaré, alors sénateur, soutint le point de vue des avocats dans un discours où il exposa avec précision et vigueur tous les arguments en faveur de la dispense de procuration. Il justifia tout d'abord l'emploi de la loi de finances, d'une part parce que les procurations donnaient lieu à la perception d'un droit d'enregistrement et,

(1) *J. O.*, 1911, débats du Sénat, 2^e séance du 7 juillet, p. 1195 à 1207.

en second lieu, parce que la disposition envisagée avait pour but l'organisation, devant les tribunaux de commerce, de l'assistance judiciaire.

Il rappela ensuite que si la comparution personnelle des parties devant les tribunaux de commerce était bien le désir du législateur, dans la pratique, les plaideurs, ignorant les usages de l'audience souvent très complexes, n'avaient la plupart du temps d'autres ressources que de constituer un mandataire.

Les tribunaux de commerce avaient, à cet égard, adopté diverses solutions. Tantôt c'étaient les avoués qui représentaient généralement les parties ; tantôt les avocats pouvaient se présenter sans procuration ; enfin, devant 57 tribunaux de commerce sur 200, il s'était formé des compagnies officieuses d'agréés. Rappelant le petit nombre de ces, agréés (quinze à Paris) l'orateur souligna qu'il leur était impossible de suffire à la tâche énorme que représentait l'examen des 60.000 affaires portées annuellement devant le tribunal de commerce de la Seine.

Toutefois, les statistiques indiquaient que 50 % des affaires en défense et 40 % des affaires en demande leur étaient remises.

« Les justiciables, ajouta-t-il, peuvent sans doute s'adresser à d'autres mandataires. Mais les mandataires agréés par le tribunal jouissent naturellement de toutes sortes de privilèges par rapport aux mandataires ordinaires. Ils ont des places particulières, privilégiées, à l'audience. Ils sont dispensés — ce qui est une illégalité, mais une illégalité courante — de la légalité préalable de leurs pouvoirs. Les plaideurs pensent, à tort ou à raison, que les agréés ont l'oreille du tribunal. Ces derniers sont donc très recherchés. »

Si les plaideurs voulaient s'adresser à un avocat, ils se heurtaient aux règles professionnelles de l'Ordre qui leur interdisait de recevoir une procuration. La même question qui se posait pour tous les tribunaux d'exception avait été résolue par la dispense de procuration accordée aux avocats et le texte discuté étendait simplement la réforme aux tribunaux de commerce.

Beaucoup de tribunaux de commerce d'ailleurs dispensaient déjà en fait les avocats de présenter une procuration, même lorsqu'ils n'étaient pas assistés de la partie, mais c'était là une mesure tout à fait illégale.

L'orateur ajoutait enfin que la dispense de pouvoir permettrait d'organiser l'assistance judiciaire devant les tribunaux de commerce. En 1910, sur 57.185 affaires portées devant les magistrats consulaires, 201 personnes seulement avaient obtenu l'assistance judiciaire. Le petit nombre des agréés, en effet, ne permettait pas de l'organiser efficacement, à la différence de ce qui se passait devant les tribunaux civils. « L'avocat est choisi, non par les parties, mais par l'ordre lui-même ; il ne peut donc recevoir une procuration du client et il est réellement un représentant légal et non un mandataire conventionnel. Si la procuration était nécessaire, si elle devait lui être imposée, ces désignations d'office deviendraient impossibles, au détriment des pauvres gens. »

M. Cruppi, garde des sceaux, appuya le point de vue soutenu par M. Poincaré. La disjonction fut repoussée et le Sénat aborda la discussion d'un amendement déposé par M. Ponteille et plusieurs de ses collègues et ainsi rédigé :

« Les avocats régulièrement inscrits à un barreau et les avoués dans le ressort de leur tribunal sont dispensés

de présenter une procuration devant les juridictions commerciales ; *les agréés bénéficient de la même dispense devant les juridictions commerciales dont ils dépendent.* »

M. Ponteille exposa le point de vue des agréés en rappelant les garanties d'expérience et d'honorabilité qu'ils présentaient, la rigueur des règles de discipline auxquelles ils étaient soumis et en soutenant la thèse de la légalité de leur institution. Il invoqua notamment les lois sur la patente et l'arrêt de la cour de cassation du 23 décembre 1908 suivant lequel le fait de prendre mensongèrement le titre d'agréé constitue à l'égard de ceux-ci un acte de concurrence déloyale. Puis il cita les avis de différents tribunaux de commerce demandant que la réforme envisagée fût étendue aux agréés. Enfin, il soutint, non sans raison d'ailleurs, que la dispense de procuration n'entraînerait pas nécessairement la transformation des agréés en officiers ministériels.

M. Poincaré répliqua que le projet dispensant les seuls avocats de la procuration ne lésait en rien les agréés dans leur situation actuelle, situation de fait. D'autre part, les agréés n'avaient aucun intérêt réel à obtenir la dispense de procuration. Ils avaient, en effet, vis-à-vis des mandataires non agréés un avantage exceptionnel ; ils étaient dispensés de faire légaliser leurs pouvoirs et étaient admis à plaider sur simple présentation de l'original ou de la copie de l'assignation. Ils pouvaient donc, dans la pratique, ne justifier de leurs pouvoirs que postérieurement. Leur seul intérêt dans la loi aurait donc été d'obtenir une reconnaissance indirecte.

Puis, M. Ponteille souligna les inconvénients que risquait de constituer pour l'avocat et spécialement pour le stagiaire la liberté des procès commerciaux. Assimilés peu

à peu par les agents d'affaires qui les emploieront dans des agences de contentieux, ils formeront un barreau consulaire distinct, ignorant les règles et usages professionnels des avocats.

M. Poincaré donna alors au Sénat l'assurance que le Conseil de l'Ordre prendrait un arrêté précisant les conditions dans lesquelles les avocats pourraient se présenter devant les tribunaux de commerce, comme il l'avait fait lorsque la même dispense avait été donnée aux avocats devant les justices de paix.

L'amendement de M. Lebert, qui avait pour but de restreindre aux avocats inscrits, à l'exclusion des stagiaires, le bénéfice de la loi, fut alors retiré par son auteur et celui de M. Ponteille fut repoussé par 216, voix contre 64.

En même temps que l'article 96 le Sénat adopta l'article 97 aux termes duquel « les avoués près le tribunal de première instance sont dispensés de présenter une procuration devant le tribunal de commerce de leur ressort ». L'article fut adopté presque sans discussion, les règles professionnelles imposées aux avoués assurant aux justiciables des garanties suffisantes. La dispense de procuration leur avait d'ailleurs été déjà accordée, comme aux avocats, devant les conseils de préfecture, devant les juges de paix et devant les conseils de prud'hommes.

Conséquences de la dispense de procuration. — Les agréés gardaient cependant, malgré la loi nouvelle, plus de liberté d'allure que les avocats. Ceux-ci restaient en effet limités dans leurs pouvoirs par des règles précises, car le conseil de l'Ordre avait pris, le 18 juillet 1911, sous la présidence du bâtonnier Busson-Billault, l'arrêté suivant (1):

(1) *La Loi* du 22 juillet 1911.

« Le Conseil,

« Considérant que l'article 96 de la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911 dispose : « Les avocats régulièrement inscrits à un barreau sont dispensés de présenter une procuration devant les juridictions commerciales. »

« Considérant que le législateur en consacrant cette dispense a voulu faciliter aux justiciables l'appel au concours de l'avocat, sans qu'il fût porté atteinte aux règles essentielles de l'Ordre, et tout au contraire parce qu'il a vu dans le respect et le maintien de ces règles une garantie de bonne administration de la justice ; Considérant que l'avocat qui représentera à l'audience son client absent ne devra pas perdre de vue qu'il le représente pour l'instance et rien que pour l'instance, et qu'il doit donc pouvoir, sous réserve de certaines précautions, faire les actes utiles à l'instance et qu'il doit s'abstenir de ceux qui n'y sont pas nécessaires ; Considérant que la dispense de procuration rend plus étroit pour l'avocat le devoir de ne se présenter que pour les justiciables qui se seront mis en rapport avec lui ; Considérant que, dans le cas où il doit être fait élection de domicile, l'avocat ne devra pas admettre que l'élection soit faite à son domicile ; Considérant que le renvoi en délibéré devant un juge et le renvoi devant arbitre sont de pratique constante au tribunal de commerce ; que l'assistance de l'avocat au délibéré du juge a déjà été autorisée par arrêté du conseil du 26 mai 1908 ; que la loi nouvelle crée la situation nouvelle du justiciable n'ayant plus désormais d'autre représentant à l'instance que son avocat ; que, dès lors, le concours de l'avocat acquis à l'instance, doit s'étendre à toutes les phases de l'instruction du procès, que l'avocat, étant seul à repré-

senter son client, ne peut l'abandonner à lui-même pour une discussion souvent décisive devant l'arbitre auquel l'affaire aurait été renvoyée ; qu'il doit donc être désormais permis à l'avocat d'assister son client devant l'arbitre ;

« Considérant que les offres peuvent être faites et acceptées à la barre par l'avocat, à la double condition qu'il se soit spécialement assuré du consentement de son client et qu'il ne se charge d'aucun maniement de fonds ; Considérant que former un pourvoi ou une opposition, interjeter un appel, constituent des actes ne rentrant pas dans le ministère régulier de l'avocat ; que, d'ailleurs, l'audience une fois terminée, la nécessité à laquelle le législateur a voulu pourvoir cesse d'exister ; — Par ces motifs, arrête : »

« Article unique : les chefs de colonne sont invités à faire connaître les règles ci-dessus, auxquelles les avocats devront se conformer. »

Il résulte de cet arrêté que les plaideurs ont parfois encore intérêt à s'adresser à un agréé plutôt qu'à un avocat, puisque le pouvoir de représentation de l'avocat s'applique uniquement aux actes relatifs à l'instance. Il en sera toujours ainsi tant que les règles de l'Ordre ne seront pas élargies. D'ailleurs, l'acte fait par un avocat en contradiction de cet arrêté ne serait pas nul mais exposerait son auteur à des peines disciplinaires.

Néanmoins, la loi de 1911 a modifié sensiblement la situation des agréés ; les avocats, en effet, ont pris peu à peu le chemin du tribunal de commerce où ils occupent à l'heure actuelle une place essentielle.

B. — *Les mandataires libres.*

Les agréés avaient cependant d'autres concurrents en la personne des mandataires libres. Légalement, agréés et mandataires libres auraient dû être dans la même situation et être astreints, les uns comme les autres, à la nécessité de présenter un pouvoir à défaut d'assistance de la partie. Il semble que, sur ce point, et dès la rédaction des codes, des abus se soient produits, certains tribunaux de commerce dispensant leurs agréés de présenter des pouvoirs et les exigeant au contraire des mandataires libres.

Le Conseil d'Etat, en même temps qu'il repoussait le projet donnant aux agréés un caractère public, rappela donc aux tribunaux de commerce l'article 627 C. Com. dans l'ordonnance du 10 mars 1825 (1).

« Considérant que tout individu, quelle que soit sa profession ou son titre, qui plaide devant les tribunaux de commerce la cause d'autrui, doit, conformément à l'article 627 C. Com., être autorisé par la partie présente ou être muni d'un pouvoir spécial ; qu'il importe de rappeler à l'observation de cette disposition ceux des tribunaux de commerce qui pourraient s'en être écartés, et d'établir des règles qui en garantissent désormais la stricte exécution...

« Article 1^{er}. — Lorsqu'une partie aura été défendue devant un tribunal de commerce par un tiers, il sera fait mention expresse dans la minute du jugement qui interviendra, soit de l'autorisation que le tiers aura reçue de la partie présente, soit du pouvoir spécial dont il aura été muni.

(1) Duvergier, 1825, p. 70.

« Article 2. — Les magistrats chargés de procéder à la vérification ordonnée par l'article 6 de l'ordonnance du 5 novembre 1823 s'assureront si la formalité prescrite par l'article précédent est observée dans tous les jugements rendus entre des parties qui ont été défendues ou dont l'une a été défendue par un tiers. Ils consigneront dans leur procès-verbal le résultat de leur examen à cet égard.

« Article 3. — En cas de contravention à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il en sera rendu compte à notre garde des sceaux pour être pris à l'égard du greffier telles mesures qu'il appartiendra... »

Le 24 septembre 1818, le tribunal de commerce de la Seine avait exigé la légalisation de la signature du mandant sur tous les pouvoirs autres que ceux remis aux agréés (1). Cette décision fut confirmée par une délibération du 4 avril 1829 (2). En pratique, cette obligation était très gênante pour les mandataires libres. Les assignations étant faites à très bref délai, il leur fallait demander une remise pour régularisation de la procédure et faire légaliser sa signature par l'autorité locale du mandant, alors qu'il suffisait à celui-ci de remettre à un agréé l'original ou la copie de l'assignation avec la mention « bon pour pouvoir » pour que le procès s'engageât aussitôt.

En doctrine la question fit l'objet de vives critiques. Certains auteurs soutinrent que la légalisation d'actes sous seing privé était illégale et que la légalisation ne pouvait s'appliquer qu'aux actes publics (3). Mais la jurisprudence

(1) Guibert, *op. cit.*, II, p. 21.

(2) *Id.*, p. 22.

(3) Cruchon, *Du droit de défense devant les tribunaux de commerce ; Des légalisations des actes sous seing privé et spécialement des procurations pour plaider devant les tribunaux de commerce.*

Fenet, *Les juges de commerce*, p. 32 et suiv.

est désormais fixée en sens contraire depuis un arrêt de la chambre civile du 1^{er} mai 1883 (1). La loi, dit-elle en substance, donne aux tribunaux de commerce, soit dans l'intérêt des justiciables, soit dans un intérêt supérieur d'ordre public, le droit de contrôler les pouvoirs produits par ceux qui demandent à représenter les parties non comparantes et de s'assurer de la sincérité de ces pouvoirs. Elle n'a point déterminé le mode suivant lequel ce droit d'examen peut être exercé ; elle s'en est donc rapportée à cet égard à la sagesse des juges, en leur permettant d'avoir recours à tous moyens de procédure rentrant dans les limites de leur compétence. La légalisation des signatures apposées sur les actes sous seing privé, loin d'être une formalité interdite par la loi, est au contraire reconnue et en certains cas prescrite par elle comme une garantie de la signature des simples particuliers.

Maïs la pratique du tribunal de commerce de la Seine n'en restait pas moins très contestable ; il exigeait en effet systématiquement la légalisation de la signature lorsque le pouvoir était présenté par un mandataire ordinaire alors qu'il en dispensait officiellement les agréés.

Les hommes d'affaires eurent alors recours au procédé suivant : ils utilisèrent la bonne volonté d'un commissaire de police qui, tous les jours, avant l'audience, légalisait, sur leur simple demande, une série de signatures. Les agréés protestèrent et, sur leur intervention, ce commissaire dut désormais refuser la légalisation. A partir de cette époque, les incidents provoqués par les mandataires ordinaires se multiplièrent à la barre du tribunal de commerce et, à la suite de ces contestations perpétuelles, la

(1) S. 1883 1.265.

Cour de Paris rendit, le 17 juillet 1913, un arrêt de principe, sur les conclusions du procureur général Trouard Riolle.

Il s'agissait en l'espèce d'un mandataire qui s'était présenté à la barre du tribunal de commerce de la Seine avec deux pouvoirs non légalisés et qui avait déposé des conclusions non dans le but de voir juger le procès au fond, mais de voir dire que les procurations dont il était muni étaient régulières.

Par jugement du 20 mars 1913, le tribunal de commerce déclara les pouvoirs irréguliers. Or, en l'espèce, non seulement il n'y avait aucune présomption de fraude, le mandataire étant un mandataire habituel et connu du tribunal, mais encore, dans ses conclusions, l'adversaire déclarait ne pas contester la légalité du pouvoir non légalisé. La Cour de cassation avait bien admis dans son arrêt du 1^{er} mai 1883 que le tribunal de commerce pouvait vérifier, lorsqu'il soupçonnait une fraude, si le pouvoir était sincère ou non. Elle ajoutait : « La loi n'ayant point déterminé le mode suivant lequel ce droit d'examen peut être exercé, les tribunaux ont le droit d'exiger la légalisation des pouvoirs donnés aux mandataires chargés de représenter les parties devant eux, à condition de ne point prescrire cette formalité sous la forme d'un règlement. » Elle n'admettait donc pas une exigence systématique de la légalisation.

La Cour de Paris jugea en conséquence que si le code de commerce n'avait pas prévu la légalisation des pouvoirs, il avait, en autorisant la représentation des parties, investi les tribunaux de commerce du droit de s'assurer de la sincérité des procurations, mais que, dans l'espèce, l'ad-

(1) *G. P.* 1913.2.99.

versaire ne contestant ni l'identité des mandants, ni la régularité des pouvoirs et rien ne faisant supposer que le mandataire n'avait pas reçu un pouvoir régulier, aucune suspicion de fraude ni de dissimulation ne pouvait être admise.

Elle décida donc qu'il y aurait lieu de considérer comme illégale par application de l'article 5 C. C. et ce, à raison de son caractère réglementaire, une décision générale d'un tribunal de commerce exigeant, dans tous les procès, la production par les mandataires autres que les agréés, de pouvoirs légalisés, les tribunaux de commerce ne pouvant exiger et motiver la légalisation comme moyen de contrôle que si cette mesure est spéciale à un procès déterminé.

A partir de cet arrêt, le tribunal de commerce ne fit plus de distinction, en ce qui concerne la légalisation des pouvoirs, entre mandataires agréés et non agréés (1).

Les agréés avaient donc subi deux échecs graves et successifs, en 1911, par la dispense de procuration accordée aux avocats, en 1913, par le rétablissement de l'égalité entre tous les mandataires.

Cette évolution peut donc ainsi se résumer :

1^o De la rédaction des codes à la loi de 1911.

Les avocats, ne pouvant recevoir de procuration, ne paraissent en pratique que très rarement au tribunal de commerce.

Les mandataires libres sont soumis à l'obligation de faire légaliser la signature de leurs mandants.

Les agréés sont dispensés de la légalisation ; c'est donc

(1) Barthélémy, *Les avocats devant les tribunaux de commerce*, 1934, p. 13.

à eux que les plaideurs s'adressent le plus volontiers en raison des facilités que présente leur ministère.

2° A partir de la loi du 13 juillet 1911, la situation change pour les avocats ; ils sont dispensés de procuration et les parties ont recours de plus en plus souvent à eux. Toutefois, les règles de l'ordre délimitent encore de façon stricte les pouvoirs compris dans la représentation, ce qui laisse subsister à cet égard un avantage certain au profit des agréés et des mandataires ordinaires.

3° Depuis l'arrêt de la Cour de Paris du 17 juillet 1913, le tribunal de commerce ne peut exiger la légalisation du pouvoir que dans le cas où la garantie présentée par le mandataire n'est pas suffisante, et cela sans faire de distinction entre mandataires agréés et non agréés.

L'évolution s'était donc faite jusqu'en 1941 dans un sens défavorable aux agréés. Seuls représentants admis sous l'Ancien Régime, le silence des codes leur donna une position incertaine en droit, alors que le principe nouveau de la liberté de la représentation multipliait le nombre des défenseurs officieux. Le tribunal de commerce les soumit à des règles précises et leur donna peu à peu une organisation semblable à celle des officiers ministériels et, en contre-partie, chercha à constituer à leur profit un monopole de fait.

Depuis le début du siècle ce quasi-monopole a été fortement battu en brèche, en sorte qu'à la veille de la loi de 1941 les agréés formaient, au tribunal de commerce, un petit groupe de défenseurs se recommandant sans doute par leur expérience et leur honorabilité, mais sans que leur organisation puisse jeter le discrédit sur d'autres catégories de représentants également honorables et dé-

sormais beaucoup plus nombreux au tribunal de commerce, et notamment les avocats.

Il reste, dans une seconde partie, à étudier la situation actuelle des agréés telle qu'elle résulte, d'une part, de la loi du 8 décembre 1941 et, d'autre part, de la jurisprudence et des délibérations du tribunal de commerce sur tous les points, nombreux, où la loi nouvelle est restée muette.

DEUXIÈME PARTIE

Droit actuel.

« L'agréé est le mandataire inscrit sur la liste dressée par le tribunal de commerce et dispensé de pouvoir comme étant habituellement admis à représenter les plaideurs devant cette juridiction ».

Cette définition, placée en tête de la loi nouvelle, appelle plusieurs observations :

1^o La loi, en dispensant les agréés de pouvoir, admet à leur profit la dérogation à l'article 627 C. Com. qu'ils avaient vainement cherché à obtenir lors de la discussion de la loi du 13 juillet 1913 et les met, à cet égard, dans la même situation que les avocats. Cette dispense est d'ailleurs justifiée par les très réelles garanties de capacité et d'honorabilité que présentaient déjà, en fait, les agréés, et qui sont consacrées désormais par une organisation légale.

2^o En décidant que l'agréé est « le mandataire inscrit sur la liste dressée par le tribunal de commerce », la loi confirme la jurisprudence de la Cour de cassation qui admettait la légalité d'une désignation par le tribunal de commerce d'un certain nombre de mandataires agréés par lui.

3^o La loi parle du mandataire admis habituellement à « représenter » les plaideurs devant la juridiction consulaire. Cette définition est étroite. Le terme de représen-

tation a, en procédure, un sens précis, et la distinction entre celui qui ne fait qu'assister la partie par ses conseils et sa plaidoirie et parle en son nom personnel et le mandataire qui engage son client est faite avec rigueur notamment pour les avocats (1). Il ne semble cependant pas que la loi ait voulu, par l'emploi de ce terme, restreindre le rôle de l'agréé. Les agréés ne se bornent pas à représenter leurs clients pour les actes concernant l'instance. Il est donc certain qu'ils pourront, comme auparavant, représenter et assister tout à la fois leurs clients, plaider et faire tous les actes utiles à la procédure et remplir ainsi un rôle analogue à ceux que remplissent, devant le tribunal civil, et chacun dans son domaine, l'avocat et l'avoué.

La loi comporte quatre chapitres : le premier est consacré à des dispositions générales concernant les conditions de nomination et la procédure à suivre pour être nommé agréé.

Les chapitres II et III traitent uniquement de l'organisation disciplinaire et corporative. Le chapitre IV contient quelques dispositions transitoires.

Quant aux règles s'appliquant à l'exercice même de la profession, elles ne font l'objet d'aucune disposition, la loi donnant sur ce point à la chambre de discipline un pouvoir réglementaire. Mais nombre de ces règles avaient déjà fait l'objet, soit de règlements de la compagnie des agréés, soit de délibérations du tribunal de commerce, ou donné lieu à des décisions jurisprudentielles, de sorte qu'il y a à cet égard une réglementation précise et actuelle

(1) Payen et Duveau, *Règles de la profession d'avocat*, 1936, p. 268.

qui sera sans doute en grande partie consacrée par les règlements à venir.

Cette seconde partie comprendra trois chapitres. Le premier traitera de l'entrée dans la profession, le second de l'exercice de la profession, le troisième de l'organisation disciplinaire et corporative.

CHAPITRE PREMIER

L'entrée dans la profession.

Avant la loi de 1941, les conditions nécessaires pour obtenir l'agrément du tribunal étaient déterminées soit par la coutume, soit par des délibérations du tribunal de commerce complétées par des règlements émanant des chambres de discipline. En fait, elles n'avaient guère varié depuis le début du XIX^e siècle. Les agréés étaient généralement nommés par le tribunal sur présentation du titulaire cédant après l'avis de la chambre de discipline et le rapport d'une commission nommée au sein du tribunal. La jurisprudence avait d'ailleurs décidé que le droit au titre d'agréé ne pouvait résulter de l'ancienneté de l'exercice du mandat à la barre du tribunal de commerce dont l'accès était libre pour tous, mais exclusivement de la désignation du tribunal (1), mais que, cependant, les agréés n'ayant pas de caractère officiel, la façon dont cette désignation pouvait être faite n'était soumise à aucune forme

(1) Toulouse, 1^{er} août 1904, S. 1905.2.137.

particulière et qu'il appartenait à chaque tribunal de commerce d'accorder, en la forme qui lui convenait, une confiance qu'il pouvait retirer *ad nutum* et sans condition spéciale. Les décisions des juridictions consulaires à ce sujet étaient prises sous leur responsabilité et échappaient au contrôle et à la critique des tiers (1).

Bien qu'aucun arrêté n'ait fixé de condition d'âge, le tribunal et la chambre exigeaient généralement que le candidat ait atteint l'âge de 25 ans, sauf exceptions (2). Le candidat devait justifier d'un stage de trois ans chez un avoué ou un notaire ou de quatre ans chez un agréé (3). La plupart du temps, la licence en droit était nécessaire. Enfin, les candidats devaient présenter une solvabilité suffisante et, avant leur réception définitive, assister aux audiences du tribunal pendant deux ou trois mois, et y plaider, avec leur assistance, les affaires de leurs prédécesseurs (4).

Ces règles ont été, en majeure partie, consacrées par la loi qui a cependant innové sur quelques points et précisé la procédure et les voies de recours.

1^o Conditions requises du candidat.

Deux des conditions posées par l'article 2 de la loi du 8 décembre 1941 ne sont pas spéciales aux agréés mais sont exigées par la législation actuelle pour un grand nombre de professions et notamment pour toutes les professions ayant un caractère public. Le futur agréé doit, en effet,

(1) Aix, 9 février 1925 *D. P.* 1925.2.141.

(2) Guibert, *op. cit.*, II, p. 2.

(3) Règlement du 21 décembre, 1809, art. 3.

(4) Délibération du 6 mai 1826, Guibert, II, p. 18.

être Français et né de père français, sauf dérogations prévues à l'article 2 de la loi du 2 avril 1941 (1), ou posséder la nationalité française et être habilité à titre exceptionnel par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice (art. 2, 1^o), et avoir satisfait aux lois instituant un service national obligatoire (art. 2, 3^o).

Conformément à la pratique des tribunaux de commerce, le candidat doit être âgé de vingt-cinq ans révolus.

Il doit, d'autre part, présenter des garanties d'honorabilité et pour cela n'avoir subi aucune condamnation pour des faits contraires à la probité ou aux bonnes mœurs, n'avoir été ni déclaré en faillite, ni mis en état de liquidation judiciaire, ne pas être ancien officier ministériel destitué, avocat radié du barreau, fonctionnaire révoqué par mesure disciplinaire pour faute contraire à la probité ou aux bonnes mœurs et avoir souscrit la déclaration sur l'honneur prévue par l'article 5 de la loi du 13 août 1940 (art. 2, 4^o et 5^o) (2).

La possession du diplôme de droit exigé par le règlement de la compagnie (art. 7) et la justification d'un stage de cinq ans dans une étude d'avoué, de notaire, d'agréé ou dans un greffe de cour d'appel, de tribunal civil ou de tribunal de commerce, stage réduit à trois ans si le can-

(1) *G. P.* 1941.1.837.

(2) La loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes prévoit à l'article 5 (*G. P.* 1941.2.377) :

« Nul ne pourra être fonctionnaire..... »

« 1^o S'il ne déclare sur l'honneur, soit ne jamais avoir appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1^{er}, soit avoir rompu toute attache avec elle ; »

« 2^o S'il ne prend l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation, au cas où elle viendrait à se reconstituer. »

« La déclaration et l'engagement prévus par le présent article sont constatés par écrit. »

didat est licencié en droit, à deux ans s'il est docteur en droit (art. 2, 6^o) doivent témoigner de sa capacité.

Le texte même de la loi n'interdit pas aux juifs l'exercice de la profession d'agrée. Mais il faut se reporter à cet égard à l'article 4 de la loi du 2 juin 1941 suivant lequel « les juifs ne peuvent exercer une profession libérale, une profession commerciale, industrielle ou artisanale, ou une profession libre, être titulaire d'une charge d'officier public ou ministériel, ou être investis de fonctions dévolues à des auxiliaires de justice, que dans les limites et les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat ». Ce décret n'est pas encore intervenu en ce qui concerne les agrées.

La chambre de discipline examine la demande du candidat et lui remet, si elle le juge opportun, un certificat de capacité et de moralité (art. 2, 8^o). Comme nous l'avons dit, cet avis de la chambre de discipline était déjà exigé avant 1941 (1).

(1) Le règlement pris par l'assemblée générale des agrées en décembre 1809 prévoyait les formes dans lesquelles cet avis devait être demandé :

Art. 8. — Chaque candidat, avant de poursuivre sa réception auprès du tribunal, présentera à la chambre une pétition pour obtenir son agrément.

Cette pétition sera signée par le candidat et par un agrée.

Art. 9. — Le candidat joindra à sa pétition l'extrait de son acte de naissance et toutes les pièces pouvant servir de renseignements sur ses mœurs et sa capacité, notamment les certificats de son temps d'étude, délivrés par les chambres des avoués et des notaires ou par les agrées, s'il y a lieu.

Art. 10. — Le rapporteur examinera les pièces produites par le candidat, et prendra, le plus tôt possible, les informations nécessaires sur son compte.

Le syndic adressera, sans délai, une circulaire à tous les agrées, en les invitant à fournir à la chambre les renseignements qu'ils pourraient acquérir ou s'être déjà procurés sur le candidat.

Mais, en cas de refus de la chambre, la loi prévoit que le candidat pourra y suppléer par une délibération du tribunal de commerce. Il s'agit ici d'une décision du tribunal distincte de l'agrément lui-même. En pratique, il semble assez peu vraisemblable d'ailleurs que le tribunal refuse son agrément après avoir apprécié favorablement la demande du candidat.

Enfin, dernière condition, le futur agréé doit avoir obtenu, après enquête, l'avis favorable du Procureur de la République, auquel il est justifié des conditions ci-dessus. Cette sanction administrative ne pouvait évidemment exister avant 1941, les agréés n'ayant alors aucun caractère public. Elle permettra sans doute d'éviter les inconvénients que pourrait présenter, devant de petits tribunaux de commerce, l'agrément donné, sans contrôle, uniquement par le tribunal.

Art. 11. — Au jour qui sera indiqué par le rapporteur, le candidat se rendra à la séance de la chambre, accompagné de l'agréé qui devra le présenter. Il sera fait à l'instant un rapport sur sa pétition et les pièces y annexées. Le candidat fera les observations qu'il jugera convenables, et répondra à celles qui lui seront faites par les membres de la chambre.

Art. 12. — Si la chambre n'a obtenu que des informations satisfaisantes, elle délivrera au candidat, séance tenante, son consentement formel à ce qu'il soit admis, sauf l'agrément du tribunal.

Art. 13. — La chambre aura la faculté d'ajourner ce consentement à huitaine, s'il apparaît nécessaire de prendre de plus amples informations.

Art. 14. — Si la chambre n'est pas d'avis d'admettre le candidat, elle adressera, sous trois jours, au tribunal, un rapport détaillé de ses motifs. Elle y joindra les pièces, notes et renseignements qu'elle aura recueillis, afin de mettre le tribunal en état de prononcer définitivement.

2^o Procédure et recours.

Comme auparavant, c'est le tribunal, siégeant en assemblée générale, qui statue sur la demande du candidat et la loi prévoit expressément que sa décision doit être motivée, ceci afin de permettre les recours et le contrôle de la cour d'appel (1).

Après avoir obtenu l'agrément du tribunal, le nouvel agréé doit prêter serment à sa barre. La loi consacre ainsi un usage très ancien puisqu'il remonte au XVIII^e siècle. En leur imposant le serment, le tribunal avait alors pour but de renforcer son autorité sur les agréés. Au début du XIX^e siècle, le serment était prêté en audience publique. Mais le procureur général, par lettre du 24 juin 1829, ayant fait des observations sur ce mode de réception, le tribunal cessa depuis de faire prêter le serment à l'audience (2). Il est donc prêté en chambre du conseil, tous magistrats présents.

La loi ne précise pas la formule du serment. Actuellement les agréés prêtent serment dans les mêmes termes

(1) Il faut noter ici une différence importante avec la procédure prévue par la loi du 21 octobre 1941 (*G. P.* 1941.2.886) autorisant, par mesure transitoire, certaines personnes faisant profession d'assister et de représenter les parties en justice de paix à continuer l'exercice de leur profession. Ces personnes doivent être inscrites sur une liste établie par le premier président de la cour d'appel, sur proposition du président du tribunal et du procureur de la République et sur avis du procureur général.

Ce n'est donc plus ici le tribunal qui donne son agrément mais le premier président de la cour d'appel. Ce système présente sans doute plus de garanties car on peut craindre que les magistrats de beaucoup de petits tribunaux de commerce n'aient pas toujours la compétence nécessaire pour bien choisir les mandataires qu'ils recommandent à la confiance des plaideurs.

(2) Délibération du 23 octobre 1829.

que les avocats « de ne rien dire ou publier, comme défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique et de ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques ».

Avant la loi de 1941, le tribunal de commerce était maître d'accorder ou de refuser son agrément sans qu'aucun contrôle puisse s'exercer efficacement sur sa décision, puisqu'aucun texte législatif ne précisait les conditions requises du candidat ni les formes de nomination. Rien ne s'oppose désormais à ce qu'un recours soit exercé contre la décision du tribunal. Aux termes de l'article 3, le recours peut être exercé à la requête du Procureur de la République, du président de la chambre ou de l'intéressé. Il est donc largement ouvert, et la décision du tribunal pourra être critiquée tant au point de vue de l'intérêt général que pour des motifs d'ordre professionnel ou particuliers au candidat.

La juridiction compétente est la cour d'appel, siégeant en assemblée générale, formation administrative et disciplinaire, et en chambre du conseil. A la cour de Paris, l'appel est porté devant une assemblée composée des trois premières chambres. Dans les cours d'appel qui comprennent trois chambres au moins, l'appel est porté devant une assemblée composée des deux premières chambres de la cour.

CHAPITRE II

L'exercice de la profession.

Aux termes de l'article 7 de la loi, la chambre de discipline a pour attributions :

1^o D'établir, relativement au costume d'audience, aux usages de la profession, aux rapports des agréés entre eux et avec la clientèle, un règlement qui, après avis du tribunal, sera soumis à l'approbation du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice.

D'autre part, l'article 1^{er} de la loi apporte certaines limitations à l'exercice de la profession. Mais ces deux dispositions représentent tout ce qui est consacré dans la loi au problème essentiel de l'exercice de la profession. Dans la pratique, cependant, les règles s'appliquant à la profession d'agréé ont été progressivement déterminées tant par les règlements de la compagnie et les délibérations du tribunal de commerce que par une jurisprudence assez abondante. Avant la loi de 1941, on pouvait donc déjà parler d'un « statut » des agréés, ensemble de règles précises et qui ne donnaient plus guère lieu, en pratique, à de graves contestations. Il est très vraisemblable, dans ces conditions, que le futur règlement consacrera une grande partie de ces règles usuelles. On peut donc, sans anachronisme, chercher à les dégager des décisions jurisprudentielles et de ceux des documents qui ont été publiés.

Une remarque s'impose : c'est désormais à la chambre

de discipline seule, émanation de l'assemblée générale des agréés, qu'il appartient de déterminer les règles professionnelles des agréés. Ce pouvoir réglementaire n'appartiendrait au tribunal que dans le cas, prévu à l'article 4, où la chambre de discipline ne pourrait se constituer.

Cependant, avant d'étudier les droits et obligations professionnelles des agréés, il importe de préciser le caractère de la profession ; ce sera l'objet du § I^{er}. Les autres questions feront l'objet des paragraphes suivants :

§ II. — Devoirs professionnels.

§ III. — Honoraires et compétence.

§ IV. — Costume et qualification.

§ V. — Cession de clientèle.

§ I. — CARACTÈRE DE LA PROFESSION D'AGRÉÉ.

Avant d'examiner les conclusions qu'on peut tirer de la loi de 1941 à ce sujet, il est nécessaire de déterminer la situation antérieure. On peut ainsi la caractériser :

1^o Les agréés ne sont pas des officiers ministériels ;

2^o Les agréés ne sont pas des commerçants et ne peuvent être assimilés purement et simplement aux agents d'affaires ;

3^o Ils forment une classe particulière de mandataires devant les tribunaux de commerce, intermédiaires entre les officiers ministériels et les agents d'affaires.

L'office ministériel se caractérise par un certain nombre de traits que l'on retrouve chez les avoués, les avocats à la cour de cassation, les greffiers, les huissiers, les notaires... et dont la réunion permet de dégager un critérium de l'office : caractère public de l'institution et nomination de l'officier par le chef d'Etat, limitation du

nombre, cautionnement, organisation corporative, soumission à la surveillance et au contrôle des tribunaux, tarification des honoraires, droit de présenter un successeur.

Cette énumération même indique que, si les agréés ne pouvaient être considérés comme de véritables officiers ministériels, ils avaient néanmoins avec ces derniers, dans la pratique, de nombreux traits communs. Il est évident tout d'abord que l'absence de reconnaissance légale et, à plus forte raison, de nomination par les pouvoirs publics, s'opposait à ce que les agréés fussent rangés dans la même catégorie que les avoués ; mais sous cette réserve essentielle, la profession d'agréé pouvait, à bien des égards, être assimilée à un office ministériel.

Le nombre des agréés était strictement limité, et sous l'Ancien Régime déjà cette règle avait été affirmée avec vigueur par le tribunal consulaire qui y avait fait cependant de nombreuses exceptions ; mais le nombre des agréés près le tribunal de commerce de la Seine n'avait pas changé depuis la délibération du 10 juin 1813 qui l'avait réduit à 15 (1).

Les agréés obéissaient depuis longtemps à une organisation disciplinaire et corporative et n'avaient rien à envier sous ce rapport aux officiers ministériels.

S'ils n'étaient pas tenus de verser un cautionnement, ils devaient cependant justifier d'une solvabilité suffisante lorsqu'ils posaient leur candidature.

Plusieurs tribunaux de commerce avaient, au mépris de l'article 1.042 C. Pr., soumis leurs honoraires à une tarification et enfin, caractère essentiel, depuis plus de deux siècles, les charges d'agréés se transmettaient nor-

(1) Guibert, *op. cit.*, II, p. 11.

malement à titre onéreux et sous réserve de l'approbation du tribunal.

Cependant, et malgré ces ressemblances, certains auteurs n'hésitaient pas à assimiler les agiées aux agents d'affaires et à les considérer, en conséquence, comme commerçants (1).

M. Lyon-Caen, notamment, tenait le raisonnement suivant : l'article 632 du code de commerce range parmi les actes de commerce « toute entreprise d'agences, bureaux d'affaires ». Les agents d'affaires qui se chargent, moyennant salaires, de donner leurs soins aux affaires d'autrui, doivent, en conséquence, être considérés comme commerçants. Il n'est pas nécessaire, pour être agent d'affaires, de s'occuper d'affaires diverses, et l'agréé qui se charge uniquement de mandats *ad litem* devant les tribunaux de commerce est donc un agent d'affaires.

La jurisprudence a, avec raison, repoussé cette manière de voir et décidé que l'agréé, n'étant pas commerçant (2), ne pouvait être actionné que devant le tribunal civil à l'occasion de l'exécution du mandat donné par son client, alors que la qualité du mandant détermine, à l'égard de celui-ci, le caractère civil ou commercial du mandat qu'il donne à l'agréé et par suite la juridiction compétente pour

(1) Lyon-Caen, *Traité de droit commercial*, t. I, p. 163 ; *Revue cr. de législation et de jurisprudence*, 1884, p. 324, et note sous cass. 5 février 1907 S. 1907.1.305 ; Raviart, *Les tribunaux de commerce* (1932), t. I, p. 52.

(2) Douai, 4 janvier 1882, *D. P.* 1883.2.136 ; Bordeaux, 12 mars 1884 S. 1884.2.177 ; Rouen, 12 août 1896 *D. P.* 1897.2.47 ; Rennes, 25 juin 1903, *D. P.* 1906.2.364 ; vci. 5 février 1907, *D. P.* 1907. 1. 429. Il importe peu à cet égard que la procuration donnée à l'agréé l'ait autorisé à faire certains actes commerciaux, tels que la cession de la créance litigieuse, dès lors qu'en fait l'agréé n'a pas usé de ce droit (Lyon, 18 mars 1910, *D. P.* 1911.2.70).

connaître des actions intentées contre lui par l'agréé.

Cette solution est exacte. Que le mandataire soit un commerçant ou que la contestation soit tranchée par le tribunal de commerce ne change rien au fait que le mandat *ad litem* a pour but d'obtenir une décision judiciaire et de permettre à l'agréé d'accomplir les actes relatifs à l'instance et ne constitue pas à lui seul, vis-à-vis de l'agréé, un acte de commerce. L'agréé qui se renferme dans les limites de sa profession et se borne à recevoir de tels mandats ne saurait donc être considéré comme commerçant. Une considération pratique vient d'ailleurs confirmer ce point de vue. Si l'article 632 a soumis les agents d'affaires à la procédure plus expéditive du tribunal de commerce, c'est qu'ils ne connaissent aucune organisation disciplinaire et aucun contrôle des tribunaux. Il n'en était certainement pas de même des agréés qui présentaient de sérieuses garanties.

Enfin, la distinction des agents d'affaires et des agréés avait été faite lors de la discussion de la loi du 25 avril sur la patente (1) : le fait de ne pas mentionner les agréés les distinguait des agents d'affaires qui étaient, eux, soumis à la patente (Tableau A, 4^e classe). S'ils ne furent pas mis au nombre des professions expressément dispensées de l'impôt, ce fut uniquement dans le but d'éviter une assimilation avec les officiers ministériels. Les lois de 1850 et 1880 classent enfin les agréés parmi les représentants des professions libérales.

Les agréés n'ont d'ailleurs jamais été soumis aux obligations imposées aux commerçants : tenue de livres de commerce, publication du contrat de mariage (art. 65 à

(1) Duvergier, 1844, p. 241.

68 C. Com.). Ils ne pouvaient être mis en faillite ou en état de liquidation judiciaire. Enfin ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales des tribunaux consulaires (1).

La jurisprudence avait d'ailleurs été logiquement amenée à décider que lorsque l'agréé dépassait sa mission et faisait des actes de commerce, il devait être considéré comme agent d'affaires et par conséquent soumis à la patente à une époque où, comme les avocats, ils n'y étaient pas encore assujettis (2).

Le caractère de la profession d'agréé était donc, avant la loi de 1941, assez mal défini et c'est ainsi qu'on était conduit à y voir une catégorie spéciale de mandataires *ad litem*.

Cette incertitude avait d'ailleurs amené une controverse sur une question importante en pratique et qui garde aujourd'hui son intérêt, celle du désaveu.

Aux termes de l'article 1998 C. C., le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire conformément au pouvoir qui lui a été donné. Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au delà qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement. Il résulte de ce texte que tout mandataire doit, pour agir utilement, demander à son mandant un pouvoir spécial toutes les fois que l'acte envisagé n'est pas compris dans les termes du mandat primitif. Contrairement à ce principe, la loi a établi en faveur d'une certaine catégorie de mandataires, les officiers

(1) Loi du 8 décembre 1883, art. 1, *D. P.* 1884.4.9 ; en ce sens circulaire préf. Seine, 5 avril 1884, *Rec. actes adm. préf. Seine* 1884 partie préfectorale, p. 25.

(2) 25 mai 1850, *D. P.* 1851.3.13 ; *C. E.* 26 mars 1850, 1^{er} fév. 1851, *D. P.* 1852.5.398.

ministériels, une présomption de mandat. En dehors de quelques actes pour lesquels l'avoué notamment doit posséder un pouvoir spécial à peine de nullité, les actes faits par lui sont présumés autorisés par les parties au nom desquelles ils ont été faits et obligent ces parties tant qu'elles n'ont pas fourni de désaveu.

La question est de savoir si, lorsque l'agréé engage les intérêts de son client en faisant en son nom des offres, un aveu, une renonciation, le client doit recourir à la procédure du désaveu, ou si ces actes doivent être considérés comme nuls et non avenus comme faits sans pouvoir spécial.

Une première opinion nie la possibilité du désaveu. L'agréé n'est pas officier ministériel et les articles 352 et suivants qui règlent le désaveu ne sauraient s'appliquer qu'aux officiers ministériels. Si la loi a établi en leur faveur une présomption de mandat, c'est en considération de l'usage de donner ce mandat verbalement et de la confiance qu'ils inspirent. Il ne peut en être de même à l'égard des agréés, simples mandataires sans caractère légal (ce qui, d'ailleurs, n'est plus exact aujourd'hui). Cette interprétation restrictive est d'ailleurs conforme au vœu du législateur (1).

Cette solution est la seule juridique. Elle a été admise par la cour de Paris notamment, et une partie de la doctrine est en ce sens (2).

(1) C'est ce qui résulte de la proposition même du Tribunat ainsi conçue : « Le mot désaveu, pris généralement, peut s'appliquer à toute espèce de mandataire qui a excédé ses pouvoirs ; cependant, telle n'est pas l'acception dans laquelle le désaveu est pris dans ce titre ; il n'a trait qu'aux officiers ministériels, qui ont nui à leur partie en excédant leurs pouvoirs ». Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v. Désaveu, Locré, *Esprit du code de procédure*, t. II, p. 16.

(2) Lyon-Caen, t. I, p. 594 ; Glasson et Tissier, *Tr. pr. civ.*, t. I,

Incontestable en droit, cette solution présente en pratique des inconvénients certains et la jurisprudence s'est parfois prononcée en faveur du désaveu. C'est à la nature du mandat et non à la qualité du mandataire, dit-elle, que se rapporte la faculté du désaveu. Tout mandataire *ad litem* doit jouir d'une certaine latitude dans l'exercice de son mandat pour faire les actes nécessaires à la bonne fin de l'affaire, sans être tenu de s'en référer à tout moment à son mandant (1).

Si l'on admet la possibilité du désaveu, devant quel tribunal l'action doit-elle être portée ?

On a soutenu, en s'attachant aux termes de l'article 356 C. Pr. suivant lequel l'action en désaveu sera portée au tribunal devant lequel aura eu lieu la procédure désavouée, que le tribunal de commerce était compétent. Mais la plupart des auteurs et la jurisprudence ont repoussé cette opinion. Au titre du désaveu, le législateur s'est manifestement placé au regard de la juridiction civile et, dans toutes les hypothèses qu'il envisage, la question est purement civile. Le tribunal civil est donc seul compétent.

Tel était donc l'aspect général de la question avant 1941. La loi du 8 décembre a-t-elle, à cet égard, modifié la situation des agréés ?

p. 404 ; Hamonic, *La juridiction consulaire* (1940), p. 229 ; Japiot, *Tr. de pr. civ.*, p. 566 ; Paris, 4 août 1896, *D. P.* 1897.2.64.

Il a été jugé que l'agréé, qui, en dehors de tout mandat spécial, demande à un expert à quelle date il a l'intention de convoquer les parties et de remplir sa mission, ne lie pas son client. Celui-ci n'est pas par là réputé acquiescer au jugement qui a ordonné l'expertise et peut encore valablement interjeter appel de ce jugement (Douai, 15 oct. 1844, *D. P.* 1845.4. 6).

(1) Bioche, *op. cit.*, v. Désaveu n° 4 ; Alauzet, *Commentaire du code de commerce*, t. VI, n° 2942 ; Toulouse, 24 avril 1841, *S.* 1842.2.415.

Elle n'est précise que sur un seul point. Elle confirme en effet la jurisprudence en ce qu'elle refuse formellement aux agréés la qualité de commerçants. Cette solution résulte de l'article 1^{er}, al. 2, aux termes duquel « l'agréé... ne peut se présenter devant un autre tribunal de commerce, exercer une autre profession, ni accomplir des actes de commerce, sauf les mandats particuliers qu'il reçoit de justice ». La distinction des agents d'affaires et des agréés est donc acquise. L'agréé doit se confiner dans sa mission de mandataire *ad litem*, sous peine de sanctions disciplinaires.

Mais on ne peut cependant pas dire que la loi du 8 décembre ait créé une nouvelle catégorie d'officiers ministériels. L'attitude du législateur est sur ce point indécise ; il semble s'être arrêté à mi-chemin. Il a en effet admis la limitation du nombre des agréés, consacré une organisation disciplinaire et corporative calquée sur celle des officiers ministériels, donné au tribunal et au ministère public des pouvoirs de contrôle, organisé des recours, mais il est resté muet sur la transmission des charges et n'a pas modifié le principe de la liberté de représentation.

Par la loi du 8 décembre 1941, un pas décisif a cependant été fait vers l'assimilation des agréés et des officiers ministériels. La cession des charges d'agréés se maintiendra sans doute d'autant mieux que la profession est désormais légalement organisée. Quant à la liberté de représentation, l'expérience a prouvé que la plupart du temps elle avait pour seule conséquence d'amener devant les tribunaux des quantités de mandataires dont les juges ne pouvaient ni contrôler la capacité ni estimer la moralité. Dans ces conditions, il serait sans doute souhaitable de réserver aux agréés, aux avoués et aux avocats le droit de repré-

senter les parties devant les tribunaux de commerce, tout en maintenant la possibilité d'une comparution personnelle.

§ 2. — DEVOIRS PROFESSIONNELS.

Ces devoirs sont de deux ordres : les uns sont généraux et comparables à ceux qui sont imposés aux avocats et aux avoués. Les autres sont particuliers aux agréés.

Parmi les premiers, la question la plus intéressante est relative au secret professionnel. L'article 378 du code pénal y astreint « toutes personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie ». Les agréés peuvent-ils se prévaloir de ce texte pour se dispenser de déposer en justice sur les faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur profession ? Dans un premier système l'on avait objecté que les agréés, n'étant pas officiers ministériels et n'ayant aucun caractère légal, ne pouvaient, en conséquence, refuser leur déposition. Cette objection ne peut plus être faite depuis la loi de 1941, car, bien que les agréés ne soient pas devenus officiers ministériels, la profession qu'ils exercent est légalement reconnue. Mais, bien avant ce texte, la doctrine s'était prononcée en faveur de l'extension de l'article 378 aux agréés, les motifs d'intérêt général et particulier qui en justifient l'application aux avocats et aux avoués existant également vis-à-vis de ceux qui sont, par l'exercice, de leur profession, les confidents nécessaires des plaideurs et notamment des agréés (1).

(1) Rouen, 17 décembre 1858, *D. P.* 1859.2.163.

Muteau, *Du secret professionnel*, p. 454 ; Perraud-Charmentier, *Le secret professionnel*, p. 109 ; Garçon, *Code pénal annoté*, art. 378, n° 159.

Le seconde catégorie de devoirs professionnels se compose d'obligations spéciales aux agréés et qui leur ont été imposées par les règlements qu'ils se sont donnés, par des arrêtés ou délibérations du tribunal de commerce et enfin par la loi de 1941.

Une délibération du 28 mai 1812 (1) décide qu'un agréé ne peut recevoir la clientèle d'une personne quelconque sans avoir prévenu le collègue qui l'avait auparavant et sans être s'assuré que ce collègue a été complètement désintéressé.

Il est interdit aux agréés de prêter leur ministère aux agents d'affaires dans les faillites (2). C'est à la demande du président du tribunal de commerce qui se plaignait de l'extrême lenteur de beaucoup de procédures de faillites que les agréés prirent cette décision. Dans son arrêté du 17 juin 1813, le tribunal avait déjà mis en garde les agréés contre le danger que pouvaient présenter pour eux des agents d'affaires qui exigeaient d'eux l'abandon d'une partie de leurs droits lorsqu'ils leur procuraient des causes.

Les agréés sont astreints à l'obligation de tenir un registre sur lequel ils doivent inscrire toutes sommes qu'ils reçoivent des parties (3).

L'article 1597 C. Civ. qui interdit aux juges, aux magistrats, greffiers, huissiers, avoués, défenseurs officieux et notaires de devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, est applicable aux agréés.

Mais les dispositions des règlements concernant la com-

(1) Guibert, *op. cit.*, II, p. 35.

(2) *Ibid.*, p. 43.

(3) *Ibid.*, p. 37.

pagnie des agréés sont, en majeure partie, consacrés aux règles à suivre par les agréés pendant les audiences.

C'est ainsi, par exemple, qu'ils sont toujours tenus de se rendre aux audiences de façon à s'y trouver lorsqu'elles commencent et de ne les quitter que lorsqu'ils n'ont aucune cause retenue, soit ancienne soit nouvelle, à peine de voir prendre défaut contre eux, de ne se faire substituer que le moins possible et, dans ce cas, de donner à leur remplaçant les instructions nécessaires à la défense de leurs causes, de se procurer au greffe la connaissance des rapports, soit par la simple lecture, soit en en tirant eux-mêmes copie (1).

L'exactitude à l'audience est même ordonnée sous des peines disciplinaires. La délibération de la compagnie des agréés prévoit en effet :

1^o Qu'il est du devoir et dans les attributions de la chambre de surveiller et d'exiger l'exactitude de tous ses membres au commencement et pendant les audiences ;

2^o Que les absences et arrivées tardives, sans excuse valable, constituent des infractions à la discipline ;

3^o Que la chambre peut, dans ce cas, comme dans tous les autres, appliquer les peines déterminées par l'article 10 du règlement ;

4^o Qu'elle a le droit d'interdire aux agréés présents la faculté de se substituer ceux de leurs confrères absents sans excuse valable et que les agréés doivent se conformer à cette injonction sous peine de manquer à la discipline (2).

Il importe de souligner que ces règles, très strictes, ont

(1) Délibérations des agréés du 3 mars 1813 et du 12 avril 1813, délibération du tribunal de commerce, 2 juin 1814, 17 oct. 1828.

(2) Guibert, *op cit.*, II, p. 59.

toujours été et sont toujours observées avec une extrême rigueur. Il est peu de corporations qui exercent sur leurs membres un contrôle aussi sévère que celle des agréés. Leur petit nombre, qui étonne tout d'abord, permet seul cette discipline et, grâce à une organisation précise, l'expédition rapide des nombreuses affaires confiées à ces mandataires.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1941, il est interdit aux agréés de se présenter devant un autre tribunal de commerce.

Cette disposition pourrait prêter à critique. En effet, comme le principe de la liberté de représentation subsiste, les agréés peuvent paraître défavorisés vis-à-vis d'agents d'affaires qui continueront à pouvoir plaider devant n'importe quel tribunal de commerce. Mais il faut savoir qu'il était dans l'usage que les agréés, et notamment les agréés près le tribunal de commerce de la Seine, n'aillent pas plaider en province, et cela dans le but de permettre le maintien d'un contrôle rigoureux. La loi nouvelle ne fait donc, ici encore, que consacrer une règle que les agréés s'étaient eux-mêmes imposée.

Enfin, l'agréé ne peut exercer une autre profession, ni accomplir des actes de commerce (loi de 1941, article 1^{er}).

Cette interdiction a été nécessitée par l'activité de certains agréés devant des tribunaux de commerce peu occupés de province ou des colonies qui ne se contentaient pas du barreau consulaire mais se chargeaient de différentes affaires, telles que, par exemple, l'agence d'assurances.

L'agréé peut cependant accomplir des actes de commerce, si ce sont des « mandats particuliers qu'il reçoit de justice ». Cette dérogation a été apportée par la loi dans le but de permettre à certains tribunaux de commerce ne

disposant pas d'auxiliaires très nombreux, de nommer des agréés, séquestres, syndics et liquidateurs, administrateurs judiciaires... Dans les grands centres, et notamment à Paris, cette nécessité n'existe, pas car il y a, devant les tribunaux de commerce, en dehors des agréés, plusieurs corporations aux attributions nettement définies, par la coutume d'ailleurs plus que par la loi, telles que celles des syndics-liquidateurs, arbitres-rapporteurs, administrateurs judiciaires...

§ 3. — HONORAIRES ET COMPÉTENCE.

La question des honoraires sera sans doute précisée par le règlement de la chambre de discipline qui doit avoir, en particulier, pour objet, les rapports des agréés avec la clientèle, sans qu'il puisse être fait, à proprement parler, un tarif. Il n'est cependant pas inutile d'examiner l'aspect actuel de la question.

Si le mandat est, de sa nature, gratuit (article 1986 C. Civ.), la plupart des mandats sont, en fait, salariés. Le fait que l'agréé fait profession de représenter les parties devant les tribunaux de commerce implique qu'il est un mandataire salarié, mais il est obligé de justifier des peines et soins qu'il a donnés à l'affaire, pour que le tribunal puisse éventuellement apprécier si le salaire, qu'il est en droit de réclamer, se trouve proportionné au service rendu.

En cas de convention entre l'agréé et son client sur le montant des honoraires qui seront dus pour le procès dont ce dernier a confié la direction au premier, le chiffre convenu pourrait être réduit s'il était démontré que l'agréé a mal ou incomplètement rempli sa mission, de même

qu'il pourrait être augmenté, s'il était constant que l'affaire a nécessité de sa part un surcroît de travail qu'il n'avait pu prévoir (1),

Cependant, le tribunal de commerce de la Seine a, par des délibérations successives, fixé les émoluments dus aux agréés, ou approuvé des règlements de la chambre des agréés concernant cette question (2).

Des délibérations de cette sorte ont été, à juste titre, cassées pour excès de pouvoir (3). Les agréés, n'étant pas officiers ministériels, ne peuvent voir leurs honoraires fixés par des tarifs. Là où ils existent ces tarifs ne sont donc que des mesures d'ordre intérieur ne liant pas les parties. Ils ne peuvent, en aucun cas, être assimilés aux dépens et mis à la charge de la partie qui succombe ; la possibilité de comparaître personnellement s'y oppose également, car rien n'oblige les parties à constituer un mandataire. Dans la pratique d'ailleurs, le gagnant a souvent le moyen de faire supporter à son adversaire les honoraires dus à l'agréé en les comprenant dans le montant de la somme qu'il réclame à titre de dommages-intérêts (4).

La prescription de 30 ans s'applique à l'action des agréés en paiement de leurs honoraires. On ne saurait, en effet, leur appliquer l'article 2.273 C. Civ. qui limite à deux ans l'action des avoués en paiement de leurs frais et salaires (5).

(1) Paris, 23 janvier 1912, *G. P.* 1912.1.697.

(2) 10 juin 1813, 14 mai 1814 ; 26 juin 1816, 29 juin 1839, 20 nov. 1885, 20 nov. 1925.

(3) Req. 12 juillet 1847 *D. P.* 1847.1.255 ; 25 juin 1850, *D. P.* 1850.1.228 ; 16 mars 1852, *D. P.* 1852.1.127.

Nouguier, t. I, p. 124 ; Alauzet, *op. cit.*, t. VI, p. 766 ; Garsonnet et Cézard-Bru, p. 441 ; Glasson, Morel et Tissier, I, p. 404.

(4) Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v. Agréé p. 230 ; Alauzet, t. VI, n° 2.939 ; Bioche, v. Agréé, n° 21.

(5) Nancy, 15 décembre 1903, *S.* 1904.2.294 ; Nouguier, t. I, p. 133.

Actuellement, à Paris, le règlement du 20 novembre 1925 fixe ainsi les émoluments dus aux agréés :

Les agréés ont droit, en sus de leurs déboursés justifiés, à une vacation pour chaque présentation à l'audience, tant en demandant qu'en défendant, et fixée comme suit :

6 francs dans chaque affaire dont l'intérêt en litige est inférieur à 1.000 francs ;

12 francs dans chaque affaire dont l'intérêt en litige est compris entre 1.000 et 5.000 francs ;

18 francs dans chaque affaire dont l'intérêt en litige atteint ou dépasse 5.000 francs.

Il n'est dû, dans les affaires portées à l'audience, qu'une seule présentation ; seulement dans le cas où une remise aura été demandée par la partie et accordée par le tribunal et où l'affaire se sera terminée par un jugement contradictoire définitif, il sera dû un nouveau droit de présentation, soit en demandant, soit en défendant (art. 2).

Les agréés, dans les affaires où leur concours se borne à la présentation à l'audience, reçoivent une consignation limitée au droit de présentation ci-dessus fixé et à leurs déboursés.

Indépendamment de ces sommes, les agréés peuvent réclamer de leurs clients des honoraires pour les plaidoiries, l'assistance aux délibérés ou devant arbitre, les consultations écrites ou verbales, la préparation ou la direction de la procédure. La fixation de ces honoraires ne pouvant être faite par le règlement puisqu'elle dépend de la nature et de l'importance de l'affaire, du plus ou moins de travail qu'elle aura exigé, reste abandonnée à la discrétion des agréés sous le contrôle de la chambre de discipline et l'autorisation du président du tribunal de commerce.

La modicité de ces émoluments s'explique par une distinction à laquelle le règlement fait allusion.

Dans certaines affaires, les agréés ne sont que des « correspondants », c'est-à-dire qu'ils se chargent uniquement du placement de l'affaire, de la présentation à l'audience, des différents actes de la procédure, la plaidoirie, l'assistance aux délibérés et aux rendez-vous de l'arbitre-rapporteur étant assurées par un autre mandataire, souvent un avocat, qui se décharge ainsi sur l'agréé de toute la besogne matérielle. C'est uniquement dans ces affaires que sont perçus les émoluments ci-dessus. Mais dans toutes les affaires où l'agréé assume à la fois la représentation et l'assistance, les affaires « d'étude », suivant le terme employé dans la pratique, il a droit naturellement à des honoraires correspondant à son travail et fixés conventionnellement.

Les agréés ont d'ailleurs constitué entre eux une bourse commune qui sert à régler les frais communs et dont la répartition périodique maintient l'équilibre au profit des charges les moins occupées.

La détermination du tribunal compétent pour connaître de l'action intentée par l'agréé contre son client en paiement de ses honoraires et plus généralement de toutes contestations entre agréés et clients, a fait l'objet d'une controverse et d'une jurisprudence assez abondante.

Il est nécessaire, pour examiner l'ensemble du problème, de distinguer deux hypothèses.

1^o *L'agréé est défendeur.*

On sait que la jurisprudence s'est finalement prononcée en faveur du caractère civil, vis-à-vis de l'agréé, du

mandat donné par son client. L'agréé n'est donc pas justiciable du tribunal de commerce à raison des actions en contestation d'honoraires formées contre lui par son client, même si ce dernier est commerçant, mais seulement du tribunal civil (1).

Un arrêt de la cour de Douai a décidé que le tribunal de commerce n'était pas davantage compétent à l'égard d'une action en dommages-intérêts introduite par un client contre son agréé pour une faute commise par ce dernier dans l'exécution du mandat (2).

On peut d'ailleurs conclure des motifs de cet arrêt que le tribunal de commerce serait exceptionnellement compétent pour connaître de l'action dirigée contre l'agréé, si celui-ci, dépassant les limites de son mandat, avait fait acte d'agent d'affaires.

2° *L'agréé est demandeur.*

Une distinction est nécessaire. /

Si l'action est intentée contre une personne étrangère au commerce, le mandat est purement civil aussi bien au regard du client qu'au regard de l'agréé. Le tribunal civil est seul compétent, d'une part, parce qu'il ne s'agit ici nullement d'une contestation commerciale, et, d'autre part, parce que l'article 60 C. Pr. aux termes duquel les demandes formées pour frais par les officiers ministériels doivent être portées au tribunal où les frais ont été faits, ne saurait être appliqué aux agréés qui ne sont pas des officiers ministériels.

(1) Rouen, 12 août 1896, *D. P.* 1897.2.47 ; civ. 5 février 1907, *D. P.* 1907.1.429 ; Lyon, 18 mars 1910, *D. P.* 1911.2.70.

(1) 4 janvier 1882, *S.* 1883.2.197.

Lorsque le client est commerçant, une controverse s'est élevée sur le point de savoir si l'action devait être portée devant le tribunal civil, ou si elle pouvait être portée, au choix de l'agréé, devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce.

Suivant une première opinion, le mandat donné par un commerçant à un agréé à l'occasion d'un litige relatif à son commerce doit être considéré comme commercial vis-à-vis du mandant, et cela en vertu de la théorie de l'accessoire. D'après cette théorie, un acte fait par un commerçant dans l'intérêt de son commerce doit être considéré comme un acte commercial, même s'il ne constitue pas par lui-même un acte de commerce (1). Chaque fois par conséquent qu'un commerçant donne à un agréé mandat de le représenter à l'occasion d'un litige relatif à un acte de sa profession, le mandat est pour lui un acte de commerce (2).

Dans ces conditions, l'agréé aura le choix entre les deux juridictions, puisque le demandeur non commerçant peut assigner son adversaire soit devant le tribunal civil, soit devant le tribunal de commerce (3).

Mais la compétence du tribunal de commerce, même dans cette hypothèse, a été contestée, et certains arrêts ont décidé que le mandat *ad litem*, même s'il est donné par un commerçant pour un litige se rattachant à son

(1) Req. 28 janvier 1878, *D. P.* 1878.1.461.

(2) Civ. 8 février 1869, *D. P.* 1869.1.174 ; Riom, 27 février 1878, *D. P.* 1878.2.153 ; Dijon, 11 décembre 1883, *D. P.* 1884.2.228 ; Bordeaux, 9 août 1888, 15 février 1889, *D. P.* 1890.2.159 ; Rouen, 22 août 1896, *D. P.*, 1897.2.47 ; dans le même sens, Nougier, *op. cit.*, I, p. 219 et 230.

(3) Cass. 21 juillet 1873, *S.* 1873.1.446 ; Paris, 10 février 1883, *S.* 1883.2.197.

commerce, n'est pas pour cela commercial. Le but qu'il poursuit diffère essentiellement du but spéculatif des actes de commerce. Il tend uniquement à obtenir une décision de justice. La cour de Bordeaux remarque notamment « que le manda *ad litem* est, par sa nature, essentiellement civil ; que rien, dans le fait ni dans l'intention des parties contractantes, ne lui imprime un caractère commercial ; qu'entre celui qui le donne et celui qui le reçoit il n'existe qu'un engagement purement civil » (1). Mais cette opinion va à l'encontre de la théorie de l'accessoire et l'option donnée au mandataire est pratiquement la meilleure solution.

§ 4. — COSTUME ET QUALIFICATION.

Le fait de porter un costume n'aurait sans doute jamais donné lieu en pratique à de sérieuses critiques, bien qu'il contribue à conférer aux agréés, aux yeux du public, un caractère officiel qu'ils ne possédaient pas avant 1941 et que le costume soit le signe distinctif de ceux qui exercent une profession instituée par la loi, si les agréés s'étaient contentés d'un costume tout à fait distinct de celui des avocats et des avoués.

Il en était parfois ainsi. A Paris notamment, le costume des agréés se compose d'un frac et d'un pantalon noir avec petit manteau court, à collet de serge noire, avec queue de même couleur et se prolongeant du haut de l'habit jusqu'à l'extrémité du pan. Ce costume est complété par une cravate blanche, un rabat plissé en baptiste et un bonnet

(1) Bordeaux, 12 mars 1884, *S.* 1884.2.177 ; dans le même sens, tr. com. Rouen, 15 février 1867, *D. P.* 1868.2.53.

carré. Il est donc assez comparable à celui des notaires, ce qui est sans inconvénients réels, car les notaires exercent une profession sans rapports avec celle d'agrée, d'avocat ou d'avoué.

Mais dans nombre de tribunaux de province, les agrées avaient adopté un costume identique ou presque à celui des avocats ou des avoués. Un arrêt de la cour d'Orléans du 22 décembre 1931, longuement motivé, avait admis, confirmant ainsi un jugement civil de Tours, que les avocats du barreau de Tours étaient fondés à demander réparation du préjudice que leur avait causé l'usurpation de leur costume par les agrées (1).

En vertu de l'arrêté des consuls du 2 nivôse an II (2), le costume des avocats et des avoués se compose d'une toge de laine fermée par devant, à manches larges : toque noire ; cravate pareille à celle des juges, c'est-à-dire en baptiste blanche plissée. La chausse distingue seule les avocats des avoués. Les avocats et les avoués étaient donc également fondés à se plaindre de l'usurpation de l'ensemble d'un costume dont ils avaient le privilège, le port illégal de la chausse, qui n'est d'ailleurs qu'un accessoire, ne pouvant nuire qu'aux seuls avocats.

Les agrées protestèrent que leur costume était différent de celui des avocats et des avoués, car ils avaient fait disposer deux bandes de moire ou de soie à droite et à gauche dans toute la hauteur, sur le devant de la robe. En réalité, cette légère modification, loin d'atténuer l'usurpation, ne faisait que la souligner, et le port de la robe créait une confusion volontaire entre le titre d'agrée et celui de membre du barreau.

(1) *D. P.* 1931.2.169.

(2) Duvergier, t. 14, p. 70-71.

Cependant, la cour de Douai avait jugé, contrairement à cette opinion, que le seul insigne professionnel dont les avocats aient le privilège était la chausse et qu'en conséquence, si les agréés se bornaient à porter la robe sans la chausse, ils ne leur causaient aucun préjudice (1). Cet arrêt fut cassé le 29 juillet 1836 par la chambre civile suivant laquelle « indépendamment des signes distinctifs qui ne sont que des détails accessoires, la robe est le costume légal auquel seuls ont droit, à titre de représentant des parties, les avocats et les officiers ministériels désignés aux articles... ; qu'il suit de là que le fait par une personne étrangère à leur profession de se présenter revêtue de ce costume à l'audience d'un tribunal constitue une atteinte aux droits et prérogatives de ceux dont il est la tenue légale et qu'il en est ainsi même au cas où les contrevenants se prévaudraient de la délibération d'un tribunal de commerce imposant le port de la robe aux mandataires agréés près de cette juridiction ».

Il est à prévoir, en présence de ces débats, que cette question vestimentaire fera l'objet de discussions lors de la rédaction du règlement sur ce point. Les agréés adopteront-ils un costume distinct de celui des avocats ou s'en rapprocheront-ils ? Il est en tout cas souhaitable que les chambres de discipline adoptent sur ce point une solution uniforme. D'ailleurs, l'usurpation de ce costume constituerait désormais le délit prévu par l'article 259 C. pénal, puisqu'il aura un caractère officiel. Cette solution n'aurait pu être admise avant la loi de 1941.

Une discussion aussi vive que la précédente s'éleva

(1) 4 janvier 1928, *D. P.* 1928.2.156.

(2) *D. P.* 1936.1.86 et note Appleton.

entre agréés et avocats à propos du titre porté par les premiers. Aux termes de l'article 5 du décret du 20 juin 1920, reproduit par la loi du 26 juin 1941 réglementant l'exercice de la profession d'avocat (1), seuls ont droit au titre d'avocat les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou stage du barreau d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance. A titre transitoire, les articles 49 du décret de 1920 et de la loi de 1941 permettent aux licenciés en droit ayant prêté serment et non inscrits à un barreau qui, antérieurement à la date de publication du décret de 1920, avaient pris habituellement le titre d'avocat, de conserver cette dénomination.

Un certain nombre d'agréés avaient tiré argument de ce texte pour s'intituler soit « avocats-agréés », en accolant les deux titres, soit « avocats, agréés » en les faisant figurer sur des lignes différentes. La validité de cette qualification fut vivement contestée par les avocats à qui les tribunaux donnèrent raison.

La cour d'Orléans notamment fit observer en premier lieu que l'article 49, disposition exceptionnelle et qui devait être interprétée restrictivement, n'avait pas prévu un terme composé tel que celui d'avocat-agréé. Les agréés ne pouvaient donc s'en prévaloir.

En second lieu, l'article 49 avait pour but de protéger, non les praticiens qui exerçaient une profession nettement caractérisée et qui avaient une dénomination appropriée à cette profession, mais ceux qui, tels les avocats-conseils, avocats consultants, certains agents d'affaires, n'étaient connus du public que sous le titre d'avocat et n'en avaient pas d'autre à leur disposition.

(1) *G. P.* 1941.1.626.

La cour en concluait qu'adopter une autre solution serait créer en faveur des agréés une situation privilégiée « puisqu'en réunissant, d'après une disposition quelconque de mots, le titre d'avocat et celui d'agréé, ils paraîtraient avoir le privilège d'exercer cumulativement les deux professions, sans compter que, suivant un assemblage plus ou moins heureux, ils pourraient accréditer l'opinion qu'ils sont spécialement *persona grata* devant les juges consulaires » (1).

§ 5. — CESSIION DE CLIENTÈLE.

Si la loi de 1941 a prévu de façon précise les conditions nécessaires pour être nommé agréé et donné au tribunal de commerce le droit de fixer le nombre des agréés, et, par là-même, admis la limitation de ce nombre, elle ne s'est cependant pas prononcée sur un problème essentiel, celui de la cession de la charge d'agréé ou de la cession de sa clientèle.

Cependant, ces deux caractères, réglementation de la profession et limitation du nombre des titulaires, évoquent immédiatement, puisqu'il s'agit d'une profession judiciaire, l'office ministériel avec sa conséquence la plus importante, le droit de présentation. Rien pourtant, dans le texte nouveau, ne permet d'affirmer qu'une charge d'agréé puisse se transmettre comme un office d'avoué.

Il faut donc, ici encore, pour se faire une idée de la réalité, examiner sur ce point la pratique, ancienne et contemporaine.

(1) Orléans, 22 décembre 1931, *D. P.* 1931.2.169. Dans le même sens, Douai, 4 janvier 1928 précité, tr. civ. Lille, 21 mai 1926, *D. H.* 1926, p. 463.

On sait que, sous l'Ancien Régime, les agréés avaient, au cours des siècles, fait progressivement admettre aux juges-consuls, que leur titre et les fonctions qu'ils exerçaient faisaient partie de leur patrimoine et pouvaient, en conséquence, être transmis à leurs héritiers ou même à un tiers, sous réserve de l'approbation du tribunal. A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, cette pratique était incontestée et, à Paris, le droit de propriété de l'agréé sur sa charge était devenu, d'après certains auteurs (1), un droit sacré le jour où le tribunal de commerce, réduisant de 21 à 15 le nombre de ses agréés, décida, par délibération du 17 juin 1813 (2), qu'une somme globale de 225.000 francs serait payée par les agréés maintenus à leurs confrères, à titre d'indemnité. En effet, les articles 5 et 6 de cette délibération stipulaient :

« Article 5. — Une expédition de la présente délibération, signée par le greffier du tribunal et visée par M. le président, sera remise à chaque agréé réélu, et sera un titre en sa faveur pour qu'il puisse, ou sa famille en cas de mort, présenter au tribunal son successeur et traiter de son cabinet, le tribunal conservant néanmoins toujours la faculté de refuser l'admission du successeur proposé.

« Article 6. — Aucune des dispositions qui précèdent ne pourra être considérée comme affaiblissant l'autorité qui appartient au tribunal sur les agréés. En tout temps, il pourra les suspendre de leurs fonctions pour un temps indéterminé ; mais leur destitution ne pourra être prononcée que par délibération d'une assemblée générale du tribunal, et n'invalidera pas le droit de transmission, tel

(1) Nouguier, *op. cit.*, t. I, p. 117.

(2) Guibert, II, p. 12.

qu'il leur est attribué par l'article 5 de la présente délibération. »

Depuis cette époque, les 15 charges d'agréés près le tribunal de commerce de la Seine se sont transmises régulièrement soit par succession, soit à titre onéreux. Les listes d'agréés, affichées dans l'auditoire du tribunal, mentionnent d'ailleurs, en regard du nom du titulaire actuel, le nom de son prédécesseur et la date de la transmission. Le candidat à l'agrément du tribunal est présenté aux magistrats consulaires par l'agréé cédant, après s'être entendu avec lui sur le prix de cession. S'il satisfait aux conditions de capacité et de moralité requises et a obtenu l'avis favorable de la chambre de discipline — on a vu que ces conditions ont été complétées et modifiées par la loi de 1941 — le tribunal accepte sa candidature. Dans la pratique donc, et depuis plus de deux siècles, le tribunal a joué, vis-à-vis des agréés, le rôle que joue la chancellerie vis-à-vis des avoués, le rôle que joue la chancellerie vis-à-vis des officiers ministériels.

Que faut-il penser de la légalité de cette pratique ?

Elle a été très discutée.

Suivant une première opinion, la cession que l'agréé fait de sa charge est juridiquement inefficace. Aux termes de l'article 91 de la loi du 28 avril 1816, seuls possèdent le droit de présenter leurs successeurs « les avocats à la cour de cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agents de change, courtiers, commissaires-priseurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois ». Les agréés ne sont pas de ce nombre. Ce ne sont pas des officiers ministériels ; ce sont de simples mandataires que le tribunal nomme et révoque à son gré. Quand un agréé renonce à son titre d'agréé ou résigne ses fonctions, il re-

nonce simplement à se prévaloir de la confiance du tribunal, car le principe de la liberté de représentation l'autorise à continuer à représenter les parties devant le tribunal de commerce, en qualité de simple mandataire.

Cette opinion a parfois été consacrée par la jurisprudence, notamment par un jugement du tribunal civil de La Réole qui l'exprime en termes particulièrement nets :

« Attendu, dit ce jugement, que si la loi du 28 avril 1816, produit des circonstances politiques exceptionnelles de cette époque, a attribué par son article 91 à divers officiers ministériels le droit de transmettre et de céder à prix d'argent les offices dont ils sont pourvus, cette dérogation au principe du droit commun proclamé en 1789 doit être rigoureusement restreinte aux officiers ministériels qu'elle a eu soin de désigner ; qu'on ne saurait l'étendre par voie d'analogie à d'autres charges et à d'autres offices, sans tomber dans le double inconvénient de violer, en créant illégalement un emploi privilégié, le principe de droit publié ci-devant énoncé, et de ne pouvoir légalement appliquer les garanties salutaires édictées par l'article 91 précité de la loi de 1816, et par les règlements de haute administration qui l'ont complétée ; attendu que les charges d'agréé près les tribunaux de commerce n'ont été ni implicitement ni explicitement comprises, par la loi du 28 avril 1816, au nombre de celles que leurs titulaires ont le droit de transmettre et de vendre, que si, quelquefois, dans la pratique, la vente et la transmission de ces charges s'est opérée sans obstacle, ce n'a été que par l'effet d'une tolérance qui ne consiste et ne peut d'ailleurs consister qu'à amnistier le fait accompli, fait et acte dont les suites, en cas de contestation, échappent, faute de lien légal, à l'action civile judiciaire et peuvent tout au plus, éventuellement, mettre

en jeu le pouvoir et l'action disciplinaire, ou de la chambre des agréés ou du tribunal de commerce (1) ».

Mais la plupart des arrêts, et notamment la cour de cassation par un arrêt du 4 décembre 1847 (2), ont fait une distinction entre le titre d'agréé, qui n'a aucune valeur officielle — ce qui d'ailleurs n'est plus exact aujourd'hui — et qu'aucune loi n'autorise à transmettre, et la clientèle de l'agréé, fruit de son travail et de son activité et qui peut être légalement l'objet d'un contrat de vente.

La vente de la clientèle d'un agréé est licite, en effet, dans la même mesure que n'importe quelle vente de clientèle. De telles cessions sont entrées dans les mœurs et devenues de plus en plus fréquentes. Comme le fait remarquer un arrêt de la cour de Colmar (3), la clientèle d'un agréé offre certains points de ressemblance avec l'achalandage d'un fonds de commerce. Si le mérite personnel est un des principaux éléments du succès, il n'en est pas moins vrai qu'il y a un certain courant d'affaires que la force des relations établies rattache à un cabinet d'agréé, de même qu'elles suivent un office de notaire ou d'avoué. Il y a incontestablement là une valeur réelle susceptible d'être appréciée et par conséquent d'être vendue.

Les conventions dont sont susceptibles les charges d'agréés peuvent donc être de deux sortes, à la différence de ce qui se passe en matière d'offices ministériels : ou bien l'acquéreur s'engage sous réserve de l'obtention de l'agrément du tribunal, c'est le cas le plus fréquent, ou bien la

(1) 3 mars 1864, *S.* 1866.2.36.

(2) *D. P.* 1848.1.12 ; Bordeaux, 23 mai 1865, *S.* 1866.2.32 ; Douai, 21 novembre 1910, *G. T.*, 17 février 1911 ; Nouguier, t. I, p. 117 ; Ruben de Couder, v. Agréé, n° 20.

(3) 15 juin 1858, *Rec. arr. Colmar*, t. 54, p. 176.

vente est faite sans condition et n'a pour objet que la cession pure et simple du cabinet d'un mandataire près le tribunal de commerce. Dans la première hypothèse, il y a présentation du candidat au tribunal suivant une procédure tout à fait comparable à celle applicable lors de la cession d'un office ministériel. Dans la seconde hypothèse, beaucoup plus rare évidemment, il y a dissociation entre le titre et la clientèle, ce qui ne peut se produire lorsqu'il s'agit d'un office ministériel. Comme, en fait, clientèle et titre sont liés, la reconnaissance par la jurisprudence de la validité d'une cession de clientèle maintient, dans la pratique, au profit de l'agréé, un véritable droit de présentation.

Le contrat de cession stipule normalement que l'ancien agréé s'engage à s'abstenir de l'exercice de sa profession de mandataire devant le tribunal et dans un certain rayon et garantit pendant un temps déterminé sa collaboration.

Le tribunal de commerce de la Seine a décidé, par arrêté du 17 juin 1813, que l'agréé frappé de destitution ne saurait néanmoins être privé du droit de transmettre sa charge. Cette règle est contraire aux dispositions légales applicables en matière d'office ministériel.

La jurisprudence a, d'autre part, admis que le vendeur d'un cabinet d'agréé jouissait sur le prix de revente de ce cabinet du privilège de l'article 2102, n° 4 C. Civ. (1).

Quel est l'effet de la cession de clientèle sur les mandats reçus par l'agréé ? Investit-elle de plein droit le nouvel agréé des mandats reçus par son prédécesseur ?

Pour résoudre ce problème, qui s'est d'ailleurs posé

(1) Rouen, 25 juillet 1846, *D. P.* 1846.2.192 ; Nouguiér, *op. cit.*, t. I, p. 449.

en termes analogues pour les avoués (1), deux hypothèses doivent être distinguées.

Dans un premier cas, le pouvoir donné à l'agréé permet à celui-ci de se substituer un tiers. Cette clause autorise assurément le successeur à continuer la procédure au nom du mandant. Peu importe que cette substitution soit expresse et se produise à propos d'une affaire déterminée ou tacite, et résulte de la cession de la clientèle. La chambre des requêtes, dans un arrêt du 18 décembre 1911, après la cour de Douai, en a ainsi jugé (2).

Que faut-il décider en dehors d'une clause expresse du mandat ?

Le mandat est essentiellement, dans cette hypothèse, un contrat conclu *intuitu persona* (3). En dehors d'un accord précis, le cessionnaire n'a donc pas qualité pour poursuivre la procédure engagée au nom du client. Tout au plus pourrait-on admettre un accord tacite dans le cas où le client, informé de la substitution par la cession de clientèle, ne s'y est pas opposé. Il faut remarquer toutefois que, en droit, cette solution est plus difficilement admissible que lorsqu'il s'agit d'un officier ministériel, car l'agréé, même après avoir cédé sa clientèle, reste, à la différence de l'avoué, capable de représenter son client en tant que mandataire ordinaire.

En pratique, d'ailleurs, la question est résolue simplement. Le futur agréé travaille dans l'étude de celui dont il veut acheter la charge, pendant des mois, parfois des années. Les clients connaissent son existence, car il assiste

(1) Req. 8 janvier 1912, *D. P.* 1913.1.185, note Lalou.

(2) 18 décembre 1911, *D. P.* 1913.1.185.

(3) Colin et Capitant, *Cours él. dr. civ. fr.*, 1942, p. 867 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du mandat*, p. 302.

aux consultations données par l'agréé titulaire, et se charge lui-même des affaires nouvelles. Les principaux clients de l'étude sont informés personnellement de la transmission, dont mention est également faite sur l'en-tête du papier à lettres. Il y a, en fait, approbation tacite et sans discussion.

CHAPITRE III

Organisation disciplinaire et corporative.

Les agréés ont désormais légalement une organisation disciplinaire et corporative. La corporation des agréés est constituée par l'ensemble des compagnies d'agréés, représentées auprès du garde des sceaux par la chambre nationale des agréés. Au sein de chaque compagnie, une chambre de discipline possède des attributions disciplinaires et réglementaires. Enfin, le tribunal de commerce conserve un rôle important de contrôle et prononce les sanctions les plus graves.

L'étude de cette réglementation fera l'objet de quatre paragraphes consacrés respectivement à l'organisation en compagnies, aux chambres de discipline, au rôle du tribunal et aux recours et à la chambre nationale des agréés.

Les traits essentiels de cette organisation, tout au moins au stade primaire, ne sont pas nouveaux. Nous aurons donc fréquemment à comparer le texte de la loi aux règlements du tribunal de commerce de la Seine et de la compagnie des agréés qui avaient déjà donné à ceux-ci une forte organisation.

§ 1. — L'ORGANISATION EN COMPAGNIES.

Le nom de « compagnie » donné à l'ensemble des agréés près d'un tribunal de commerce est ancien, mais la loi en précise la notion. Pour se grouper en compagnie les

agréés auprès d'un tribunal de commerce déterminé doivent être au moins cinq (art. 4). Ils peuvent, si cela est nécessaire, se réunir en compagnie départementale et, au besoin, en compagnie de cour d'appel.

Les agréés près le tribunal de commerce de la Seine forment une compagnie distincte.

Les compagnies s'intitulent suivant les cas :

Compagnies des agréés près le tribunal de commerce de...

Compagnies des agréés près les tribunaux de commerce du département de... ~

Compagnies des agréés près les tribunaux de commerce du ressort de la cour d'appel de...

§ 2. — LES CHAMBRES DE DISCIPLINE.

Ce sont les organismes essentiels.

A) *Composition.*

Chaque compagnie possède une chambre de discipline composée de quatre membres : un président, un syndic, un secrétaire-trésorier, un rapporteur. Ces dernières fonctions se cumulent lorsque le nombre des agréés de la compagnie est inférieur à huit.

Les membres de la chambre sont nommés par l'assemblée générale des agréés et renouvelés chaque année par tiers ou fraction la plus proche du tiers dans les conditions fixées par le règlement intérieur de la compagnie (art. 5).

Dans le système antérieur, seul le président était nommé par l'assemblée générale. Le syndic rapporteur, le secrétaire et le trésorier étaient nommés par les

membres de la chambre entre eux (1). Les fonctions de syndic et de rapporteur étaient exercées par le même agréé.

B) *Fonctionnement.*

a) *Convocation et mode de réunion.* — La chambre se réunit sur convocation du président ou du syndic ou à la demande du procureur de la République ou du président du tribunal de commerce compétents. La loi ne prévoit pas la fréquence des réunions. Avant la loi de 1941, à Paris, la chambre s'assemblait au moins une fois par semaine.

Reproduisant le règlement de 1809 (art. 20 et 21), la loi décide que la chambre ne peut délibérer valablement qu'autant que ses membres présents et votants sont au nombre de trois. Toutefois, en cas d'absence ou d'empêchement, l'un des membres de la chambre peut être suppléé par un agréé appartenant à la compagnie et désigné par la majorité de ses confrères présents.

b) *Attributions.* — En dehors de ses attributions consultatives lors de la nomination d'un agréé, la chambre de discipline a deux rôles bien distincts : un rôle réglementaire et un rôle disciplinaire.

Rôle réglementaire. — Ce rôle était, sous le régime antérieur à la loi, partagé entre la chambre de discipline et l'assemblée générale. Cette dernière, composée de tous les agréés inscrits au tableau arrêté par le tribunal, avait en effet pour mission de nommer les membres de la chambre, de fixer les dépenses annuelles de la

(1) *Règlement de la compagnie des agréés*, 1809, chap. II, art. 4 ; Guibert, *op. cit.*, 11, p. 3.

chambre et d'en approuver le compte, enfin de délibérer sur toutes les matières d'intérêt général qui sortaient de la simple administration.

Le règlement de la compagnie des agréés de 1809 déterminait le mode de convocation et la procédure de l'assemblée générale. La chambre de discipline n'avait donc qu'un pouvoir réglementaire secondaire concernant les actes d'administration courante et de police intérieure. Enfin, le tribunal de commerce lui-même imposait fréquemment de nouvelles règles aux agréés.

En fait, il est certain qu'après la loi comme avant, les décisions importantes seront prises par l'assemblée générale, ce qui est d'autant plus normal que les compagnies d'agréés ne comprennent que peu de membres, bien que désormais, en principe, la chambre de discipline seule ait le pouvoir réglementaire. La loi énumère dans son article 7 l'objet du futur règlement : costume d'audience, usages de la profession, rapports des agréés entre eux et avec la clientèle. Le tribunal ne possède des attributions identiques que dans le cas où la chambre de discipline n'a pu se constituer à la suite, par exemple, de l'insuffisance du nombre des agréés.

Quant à l'assemblée générale, elle n'a légalement pour tout rôle que la nomination des membres de la chambre de discipline.

Rôle disciplinaire. — Sur ce point la loi a peu innové et s'est bornée souvent à consacrer les termes mêmes du règlement de 1809, sous réserve de l'intervention désormais possible du procureur de la République, que les règlements antérieurs ne pouvaient évidemment prévoir, les agréés n'ayant alors aucun caractère public.

La chambre de discipline peut être saisie dans trois hypothèses :

1^o Lorsque le syndic a connaissance d'un fait contraire à la discipline. Si ce fait lui a été dénoncé par le Procureur de la République, il est tenu de saisir la chambre.

2^o Lorsqu'un tiers porte plainte contre un agréé ;

3^o Lorsque deux agréés ont un différend.

Dans les deux premiers cas, le syndic cite l'agréé à comparaître devant la chambre par une lettre recommandée qui indique les faits reprochés et qui lui est notifiée cinq jours à l'avance par les soins du secrétaire. Le cas échéant, une seconde citation peut être faite à l'agréé défaillant par ministère d'huissier, dans le même délai. Les tiers peuvent se faire entendre s'ils le désirent ou se faire représenter par un agréé.

S'il s'agit de différends entre agréés, les agréés peuvent se présenter contradictoirement et sans citation préalable devant la chambre ; ils peuvent également y être cités par simple lettre émanant des agréés plaignants dont l'original sera déposé au secrétariat et une copie, visée par le président de la chambre, envoyée par le secrétaire à l'agréé appelé (art. 9).

Le délai de comparution est également de trois jours.

La chambre a trois peines à sa disposition :

Le rappel à l'ordre ;

La censure simple par la décision même ;

La censure avec réprimande par le président devant la chambre assemblée.

Si l'inculpation portée contre un agréé paraît devoir motiver une sanction plus grave, la chambre émet seulement un avis et adresse une expédition de la délibération

au procureur de la République et au greffe du tribunal de commerce compétents.

§ 3. — RÔLE DU TRIBUNAL.

Le tribunal de commerce conserve dans la nouvelle organisation un rôle important et ses attributions sont très variées. Elles se caractérisent toutefois par l'idée de contrôle.

Le tribunal joue tout d'abord un rôle essentiel dans la nomination de l'agréé ; c'est lui, en effet, qui, siégeant en assemblée générale aux termes de l'article 3, statue sur la demande du candidat. Cette attribution est la plus ancienne de celles dévolues au tribunal. C'est par l'agrément, d'abord tacite, puis formulé lors de la présentation d'un candidat par son prédécesseur que le tribunal affirma son autorité sur les « pauvres marchands » qu'il autorisait ainsi à représenter les parties au mépris de l'ordonnance de 1563.

On peut répartir en deux catégories l'essentiel des autres attributions du tribunal :

Attributions réglementaires. — Ces attributions sont cependant, d'après la loi de 1941, relativement secondaires, le pouvoir réglementaire étant en principe réservé à la seule chambre de discipline. Sur un point particulièrement important toutefois, la décision lui appartient : c'est le tribunal, en effet, qui fixe le nombre des agréés suivant les besoins de l'administration de la justice, eu égard au nombre des affaires et à celui des personnes qui concourent à la représentation des parties, mais la loi précise qu'il doit demander auparavant l'avis de la chambre

de discipline. La limitation du nombre est d'ailleurs la condition d'une discipline et d'un contrôle efficace.

Le tribunal peut, dans une autre hypothèse, exercer directement le pouvoir réglementaire dévolu normalement à la chambre de discipline : dans le cas où cette dernière n'aurait pu se former par suite notamment de l'insuffisance du nombre des agréés.

Mais, normalement, c'est surtout le contrôle du pouvoir réglementaire de la chambre de discipline que possède le tribunal. Le président du tribunal intervient tout d'abord dans la convocation de la chambre de discipline, droit qu'il possède concurremment avec le syndic, le président de la chambre et le procureur de la République (art. 6, al. 1^{er}). En second lieu, le registre sur lequel est inscrite obligatoirement toute décision ou délibération doit lui être communiqué à première réquisition. Enfin, le tribunal doit donner son avis sur le règlement élaboré par la chambre. La loi ne dit pas qu'il doit approuver ce règlement, mais les critiques qu'il pourrait formuler seraient sans doute examinées soigneusement par le garde des sceaux auquel appartient la décision définitive.

Attributions disciplinaires. — Le tribunal a, en ce domaine, un rôle propre. Son président a le droit de saisir la chambre de discipline par l'intermédiaire du syndic. Mais surtout c'est le tribunal qui prononce les sanctions les plus graves. En effet, aux termes de l'article 13, « le tribunal, soit d'office, soit à la demande de la chambre, du procureur de la République ou de la partie plaignante, peut prononcer contre les agréés, suivant la gravité des cas :

« L'injonction d'être plus exact ou circonspect ;

- « La suspension pour une durée maxima de cinq ans ;
- « La radiation. »

Il y a lieu d'examiner quelles peuvent être les conséquences des deux dernières peines, la suspension et la radiation. On pourrait penser, à première lecture, que l'agréé suspendu ou radié ne pourrait plus paraître devant le tribunal. Cette solution doit être écartée comme elle l'était déjà avant 1941. La loi actuelle, en effet, n'entend pas modifier le principe de la liberté de représentation. Ceci résulte du maintien des articles 421 C. Pr. et 627 C. Com. et également du fait que la loi prévoit que le tribunal fixera le nombre des agréés « eu égard au nombre des personnes qui concourent à la représentation des parties ». La généralité de cette formule implique le maintien des mandataires ordinaires.

L'agréé suspendu ou radié conserve donc le droit de représenter les parties devant le tribunal dont il avait reçu l'agrément et il jouira de la même faculté devant n'importe quel autre tribunal de commerce, ce qui lui était interdit lorsqu'il était agréé, mais en tant que mandataire ordinaire. Mais il ne pourra désormais se prévaloir du titre d'agréé et devra présenter un pouvoir régulier.

Cette solution présente des inconvénients certains, car le tribunal ne prendra des sanctions aussi sévères que la suspension ou la radiation qu'en présence de manquements particulièrement graves, mais elle est indiscutable tant que la liberté de représentation sera maintenue.

C'est la cour d'appel, statuant en chambre du conseil, qui est compétente pour connaître des mesures disciplinaires prises à l'encontre de l'agréé.

Avant la loi de 1941, il n'y avait, en fait, jamais de recours exercé par un agréé contre une mesure disciplinaire

le concernant. De plus, lors de son entrée en charge, l'agréé se soumettait expressément et par avance à toute décision de la chambre de discipline ou du tribunal. Il y aurait donc eu une sorte d'acquiescement à la mesure prise contre lui.

§ 4. — LA CHAMBRE NATIONALE DES AGRÉÉS.

Avant la loi de 1941, la tolérance des pouvoirs publics permettait tout au plus à chaque tribunal de commerce de créer un corps d'agréés, mais l'absence d'une reconnaissance législative interdisait toute organisation à l'échelle nationale, qui eût souligné l'illégalité de l'institution. Tout au plus pourrait-on citer une association, la Conférence des agréés de France, mais plusieurs compagnies, parmi les plus importantes, n'en faisaient pas partie.

Cette organisation existe désormais : les articles 14 à 21 de la loi du 8 décembre 1941 sont, en effet, consacrés à la chambre nationale des agréés.

Administrativement, la chambre nationale est établissement public et a donc la personnalité morale, et sa mission générale, définie par l'article 14, est de représenter, auprès du ministre de la justice, l'ensemble des agréés.

Nous étudierons, en premier lieu, sa composition et son fonctionnement et, en second lieu, ses attributions.

1^o Composition et fonctionnement. — Le texte primitif de l'article 16 qui règle la composition de la chambre nationale a été modifié par la loi du 10 juillet 1942. Dans le système de la loi du 8 décembre, c'étaient les chambres d'agréés qui devaient nommer les délégués à raison d'un délégué par dix membres. Ce texte était mal rédigé, car

les chambres d'agrés étant composées de quatre membres, il fallait donc comprendre que la chambre nommait un délégué pour dix membres de la compagnie. Mais dans ce cas il était plus logique de faire nommer les délégués par la compagnie tout entière. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'actuellement, il n'y a d'agrés que devant 66 tribunaux de commerce sur 200. Les tribunaux civils jugeant commercialement n'en ont pas. Il n'y a d'agrés ni à Marseille, ni à Reims, ni à Lille, ni au Havre (1).. Là où ils existent, les compagnies sont très peu nombreuses et ne comprennent la plupart du temps que trois ou quatre membres et même moins, et l'on sait que la compagnie d'agrés la plus nombreuse, celle des agrés près le tribunal de commerce de la Seine, ne compte que quinze membres.

C'est pourquoi la loi du 10 juillet 1942 prévoit que pour désigner un ou plusieurs délégués communs, les compagnies qui ne comptent pas dix membres peuvent, après autorisation du garde des sceaux, se grouper avec des compagnies voisines et, s'il y a lieu, avec des agrés qui n'ont pu constituer de compagnie.

Une seule exception est faite à la proportion du nombre des délégués, en faveur des agrés près le tribunal de commerce de la Seine qui peuvent désigner trois délégués.

L'article 17 précise le fonctionnement de la chambre. Les délégués sont élus pour six ans et ne sont rééligibles qu'après un intervalle d'un an. Toutefois, les membres de la première chambre nationale sont nommés par le garde des sceaux.

La chambre nationale se renouvelle tous les deux ans

(1) *Annuaire de la magistrature, du barreau, du notariat...* 1942.

par tiers ou fraction la plus proche du tiers. Les membres des deux premières séries sortantes sont désignés par voie de tirage au sort.

Si un délégué vient à cesser ses fonctions avant l'expiration normale de son mandat, il est pourvu à son remplacement dans un délai d'un mois. En ce cas, les fonctions du nouveau délégué expirent à l'époque où auraient cessé celles du délégué qu'il a remplacé, mais il est rééligible immédiatement.

Le garde des sceaux réunit la chambre nationale aussi souvent qu'il le juge nécessaire et au moins une fois par an.

Le bureau de la chambre nationale se compose de cinq membres et doit comprendre un délégué de la chambre des agréés près le tribunal de commerce de la Seine, qui occupe les fonctions de président ou de vice-président.

Ces membres sont élus pour deux ans et sont rééligibles. Toutefois le président sortant n'est rééligible à cette fonction qu'après un intervalle d'une année au moins.

Si un membre du bureau vient à cesser ses fonctions avant l'expiration de la durée normale de son mandat, il est pourvu à son remplacement dans le délai d'un mois. En ce cas, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé ; mais il est rééligible immédiatement.

2° *Attributions.* — La loi est assez vague sur ce point. Toutefois, on peut distinguer dans les attributions de la chambre un rôle disciplinaire, un rôle consultatif et un rôle social.

Son rôle disciplinaire est assez restreint. La chambre nationale a pour mission de prévenir ou concilier tous

différends d'ordre professionnel entre les chambres d'agrés ou entre les agrés ne relevant pas de la même chambre. En l'absence de toute autre disposition, il ne semble pas que la chambre ait compétence pour trancher un différend de cette nature dans le cas où une conciliation serait devenue impossible. Il faudrait sans doute s'en référer au garde des sceaux qui contrôle, en dernière analyse, toute l'organisation.

Le rôle consultatif de la chambre nationale est précisé sur un point. Elle est consultée sur les règlements établis par les chambres d'agrés. Il apparaît donc que ces règlements seront soumis à un examen minutieux qui ne comprend pas moins de quatre degrés : tout d'abord l'élaboration par la chambre elle-même, puis l'avis du tribunal de commerce et de la chambre nationale, enfin l'approbation du garde des sceaux.

En dehors de cette attribution spéciale, la chambre a un rôle consultatif général et doit donner son avis toutes les fois qu'elle en est requise par le garde des sceaux sur les questions relatives à l'organisation et à l'exercice de la profession d'agréé.

La chambre nationale n'a donc pas de pouvoir réglementaire. On aurait pu concevoir cependant qu'elle soit chargée d'unifier les règles applicables à chaque compagnie d'agrés. Etant donné le grand nombre des tribunaux de commerce, on pourrait craindre une diversité regrettable de réglementation. Sur ce sujet toutefois, il faut remarquer tout d'abord que, dans presque toutes les hypothèses où, avant la loi de 1941, un nouveau corps d'agrés était créé près d'un tribunal de commerce, c'étaient les règles applicables aux agrés près le tribunal de commerce de la Seine, et notamment le règlement du 21 dé-

cembre 1809, qui formaient la base du nouveau règlement, et qu'ensuite, lors de l'examen d'un nouveau règlement, la chambre nationale pourra donner un avis défavorable sur celles des dispositions qui ne lui sembleraient pas conformes aux règles généralement adoptées.

La chambre nationale a en troisième lieu un rôle social; elle est chargée d'organiser toutes œuvres sociales intéressant les agréés et leur personnel et d'approuver le budget de ces œuvres.

CONCLUSION

L'histoire des agréés illustre cette vérité que lorsque la loi méconnaît des nécessités pratiques ou lorsqu'elle est mal faite, il y a tôt ou tard une réaction de ceux qui y sont assujettis.

Les lois d'Ancien Régime interdisaient le ministère des procureurs ; les marchands ont su faire admettre les agréés.

Les codes n'avaient pas fait état des agréés mais avaient proclamé la liberté de représentation. Il en est résulté pour les agréés une situation instable en droit et des attaques violentes. Cependant, s'ils se sont maintenus et développés, c'est qu'ils correspondaient à un besoin réel et permettaient de résoudre partiellement le problème du droit de défense devant les tribunaux de commerce. La loi du 8 décembre 1941 (1) n'a donc fait que consacrer par un texte précis cette solution. Mais l'ensemble du problème demeure et l'on peut désormais examiner quelles ont été les conséquences des solutions admises successivement.

La solution la plus ancienne, la comparution personnelle obligatoire, a failli faire sombrer le tribunal consulaire. La coutume, en admettant les agréés, a fait tomber la loi en désuétude.

Les codes ont consacré la solution la plus libérale. Sans

(1) Un décret du 28 juillet 1942 a fixé au 1^{er} octobre 1942 la date de la mise en vigueur de la loi.

en faire une obligation pour les parties, ils ont maintenu la possibilité de comparaître personnellement. Mais ils ont, par ailleurs, largement ouvert l'accès du tribunal à tout mandataire justifiant simplement d'un pouvoir spécial.

La faculté laissée au justiciable de se présenter lui-même ne soulève guère d'objections et présente des avantages certains, surtout devant un tribunal où se posent souvent des questions techniques que l'intéressé est mieux que personne à même d'exposer et où les chances de conciliation seront de ce fait augmentées. En fait, l'expérience prouve que les plaideurs n'abusent pas de cette possibilité.

Mais est-il souhaitable de maintenir une liberté totale de représentation ? Ses inconvénients sont certains. Elle risque de donner lieu à une concurrence entre mandataires dont le tribunal ne peut ni contrôler la capacité ni estimer la moralité et qui peuvent employer n'importe quel procédé de publicité pour attirer le client. Le pouvoir n'est évidemment pas une garantie suffisante. Sans doute est-il beaucoup d'agents d'affaires tout à fait honorables et dignes de confiance, mais ceux-là justement s'abstiennent de toute réclame et ne recherchent pas le petit client.

Il y aurait donc avantage, semble-t-il, à restreindre le choix du plaideur à quelques catégories de mandataires, les avocats, les avoués, les agréés. Ils sont soumis à des disciplines semblables et présentent d'égales garanties de capacité. La grande majorité des affaires commerciales leur sont d'ailleurs déjà remises.

La liberté de représentation a déjà été restreinte devant les autres tribunaux d'exception, devant les conseils de prud'hommes tout d'abord, puis devant les justices de

paix par une loi toute récente (1). Cette loi réserve en principe la représentation devant ces tribunaux aux avocats et aux avoués et, à titre transitoire, à quelques mandataires que l'on peut dans une certaine mesure comparer aux agréés, avec cette différence essentielle qu'ils ne possèdent pas l'organisation ancienne et rigoureuse de ces derniers.

Une loi qui viendrait limiter le droit de représentation devant les tribunaux de commerce serait donc dans la ligne de la législation actuelle.

La loi du 8 décembre 1941, en accordant aux plus anciens des mandataires devant ces tribunaux, un statut légal, a agi dans ce sens, bien qu'elle n'ait pas modifié les articles 421 C. Pr. et 627 C. Com., en contribuant à l'organisation d'un barreau consulaire donnant aux justiciables des garanties certaines.

(1) Loi du 26 juin 1941 G. P. 1941.2.629 modifiée par la loi du 21 oct. 1941, G. P. 1941.2.886.

Vu : le *Président de la thèse*,

Paul ESMEIN.

Vu : le *Doyen*,

C. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — *Commentaire du code de commerce*, 1868.
Annuaire de la Magistrature, du Barreau et du Notariat, 1942.
BARTHÉLÉMY. — *Les agréés près les tribunaux de commerce*, Th. 1908.
BARTHÉLÉMY. — *Les huissiers et la profession d'avocat*, 1934.
BARTHÉLÉMY. — *Les avocats devant les tribunaux de commerce*, 1934.
BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Du mandat*, 1907.
BÉLIARD. — *Du privilège des mandataires agréés près les tribunaux de commerce*, 1901.
BIOCHE. — *Dictionnaire de procédure civile*, 1840.
CAMBERLIN. — *Manuel pratique des tribunaux de commerce*, 1903.
COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 1942
CRUCHON. — *Du droit de défense devant les tribunaux de commerce* 1879.
CRUCHON. — *Des légalisations des actes sous seing privé et spécialement des procurations pour plaider devant les tribunaux de commerce*, 1880.
DENIÈRE. — *La juridiction consulaire de Paris*, 1872.
DUVERGIER. — *Collection de lois et décrets*.
FENET. — *Les juges de commerce*, 1867.
GARÇON. — *Code pénal annoté*.
GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Traité de procédure civile et commerciale*, 1925.
GENEVOIS. — *Histoire critique de la juridiction consulaire*.
GLASSON. — « Les juges et consuls des marchands » (*Revue historique de droit français et étranger*, 1897).
GLASSON, MOREL et TISSIER. — *Traité de procédure civile*, 1932.
GUIBERT. — *Recueil des règlements de la compagnie des agréés*, 1841.
HAMONIC. — *La juridiction consulaire*, 1940.
ISAMBERT. — *Anciennes lois françaises*.
JAPIOT. — *Traité de procédure civile*, 1935.
JOUSSE. — *Commentaire de l'ordonnance de 1667*.
JOUSSE. — *Commentaire de l'ordonnance de 1673*.
LECLERC. — *La juridiction consulaire de Paris pendant la Révolution*, 1909.
LOCRÉ. — *Esprit du code de commerce*.
LOCRÉ. — *Esprit du code de procédure civile*.

- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 1921-1936.
MOLLOT. — *Règles de la profession d'avocat*, 1867.
MOREL. — *Les juridictions commerciales au Moyen Age*, 1897.
MUTEAU. — *Du secret professionnel*, 1870.
NOUGUIER. — *Des tribunaux de commerce*, 1844.
Observations des tribunaux de cassation et d'appel, des tribunaux et conseil de commerce sur le projet de code de commerce, an X.
PAYEN et DUVEAU. — *Règles de la profession d'avocat*, 1936.
PERRAUD-CHARMENTIER. — *Le secret professionnel*, 1926.
PRIVAT. — *Les tribunaux de commerce*, 1925.
Procès-verbaux du Conseil d'Etat contenant la discussion du code de procédure.
Procès-verbaux du Conseil d'Etat contenant la discussion du projet de code de commerce.
RAVIART. — *Les tribunaux de commerce*, 1932.
RIBAILLIER. — *Les agréés et la représentation devant les tribunaux de commerce*, Thèse 1928.
ROGUE. — *Commentaire de l'ordonnance de 1667*.
RUBEN DE COUDER. — *Dictionnaire de droit commercial*, 1898.
VAESEN. — *La juridiction commerciale à Lyon sous l'Ancien Régime*, 1879.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — HISTORIQUE.

CHAPITRE	I ^{er} . — <i>Les agréés depuis l'édit de novembre 1563 jusqu'à la Révolution</i>	5
§	1. L'édit de 1563	5
§	2. De la comparution personnelle à la représentation	8
§	3. Développement et organisation des agréés	15
§	4. Le rôle du tribunal	20
CHAPITRE	II. — <i>La Révolution et la rédaction des codes</i>	24
§	1. Les agréés pendant la Révolution	24
§	2. La rédaction des codes	25
	1 ^o le code de procédure civile	26
	2 ^o le code de commerce	27
CHAPITRE	III. — <i>De la rédaction des codes à la loi du 8 décembre 1941</i>	35
§	1. Les agréés et la loi	37
§	2. Les agréés et la jurisprudence	43
§	3. L'attitude des tribunaux de commerce	50
§	4. Les agréés et le droit de défense devant les tribunaux de commerce	52

DEUXIÈME PARTIE. — DROIT ACTUEL.

CHAPITRE	I ^{er} . — <i>L'entrée dans la profession</i>	75
§	1. Conditions requises du candidat	76
§	2. Procédure et recours	80
CHAPITRE	II. — <i>L'exercice de la profession</i>	82
§	1. Caractère de la profession d'agréé	83
§	2. Devoirs professionnels	91
§	3. Honoraires et compétence	95

§ 4. Costume et qualification	101
§ 5. Cession de clientèle.....	105
CHAPITRE III. — <i>Organisation disciplinaire et corporative..</i>	113
§ 1. L'organisation en compagnies.....	113
§ 2. Les chambres de discipline.....	114
§ 3. Rôle du tribunal et recours.....	118
§ 4. La chambre nationale des agréés.....	121
CONCLUSION	126

